

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	700 fr.	375 fr.
Etranger . . . . .	850 fr.	450 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 30 fr.  
Par porteur ou par la poste :  
Togo, France et Colonies : 35 fr.  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

la ligne . . . . .	30 f
Minimum . . . . .	150 f
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	150 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux et aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1952

- 15 février — Arrêté interministériel fixant les traitements applicables à compter des 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juillet et 25 décembre 1950 aux chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 328-52/Cab. du 9 avril 1952). 365
- 23 février — Arrêté interministériel relatif à la réglementation des paniers métalliques servant au transport des flacons de sang et de plasma. (Arrêté de promulgation n° 329-52/Cab. du 9 avril 1952). 366
- 25 février — Arrêté interministériel relatif à la réglementation des caisses isolées servant au transport des flacons de sang et de plasma. (Arrêté de promulgation n° 329-52/Cab. du 9 avril 1952). 366
- 22 mars — Décret n° 52-344 refondant et complétant les dispositions du décret n° 49-867 du 28 juin 1949 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur, aides et secours scolaires accordés par les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, aux étudiants ou élèves, en vue d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie. (Arrêté de promulgation n° 283-52/Cab. du 2 avril 1952). 368
- 24 mars — Décret approuvant la délibération n° 55 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'assemblée représentative du Togo

modifiant les droits de magasinage des marchandises en dépôt de douane. (Arrêté de promulgation n° 330-52/Cab. du 9 avril 1952). 371

- 24 mars — Décret approuvant la délibération n° 1 du 30 janvier 1952 de l'assemblée représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée. (Arrêté de promulgation n° 330-52/Cab. du 9 avril 1952). 371

- 24 mars — Loi n° 52-332 relative aux entreprises de crédit différé. (Arrêté de promulgation n° 275-52/Cab. du 28 mars 1952). 372

- 25 mars — Loi n° 52-336 modifiant certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. (Arrêté de promulgation n° 276-52/Cab. du 28 mars 1952). 375

- 27 mars — Loi n° 52-345 rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes. (Arrêté de promulgation n° 282-52/Cab. du 2 avril 1952). 376

- 27 mars — Décret n° 52-349 portant modification aux dispositions des décrets n° 48.1565 du 28 septembre 1948 et n° 50-1137 du 19 septembre 1950 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer. (Arrêté de promulgation n° 285-52/Cab. du 2 avril 1952). 377

31 mars	— Loi n° 52.351 constituant des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air et fixant le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements. (Arrêté de promulgation n° 324. 52/Cab. du 8 avril 1952).	378
	Distinctions honorifiques (Légion d'Honneur)	379

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

1952

28 mars	— No 274.52/PTT — Arrêté modifiant le délai de validité des mandats postaux et télégraphiques du régime intérieur.	379
31 mars	— No 279.52/AP — Arrêté portant interdiction des réunions et manifestations publiques dans le Cercle de Klouto.	380
4 Avril	— No 287.52/AP — Arrêté soumettant à la procédure de publication d'urgence l'arrêté n° 136.52/AP, du 13 février 1952 portant création d'une Commune Mixte à Tsévié.	380
4 avril	— No 289.52/AE — Arrêté fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat du kapok de la récolte 1952.	381
4 avril	— No 290.52/AE — Arrêté approuvant le Compte de Gestion 1950 de la Société indigène de prévoyance de Tsévié.	381
4 avril	— No 292.52/AP — Arrêté portant approbation de la liste électorale des électeurs à la Commission Municipale de la Commune Mixte d'Atakpamé.	380
4 avril	— No 293.52/F — Arrêté portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local — exercice 1951.	381
4 avril	— No 294.52/F — Arrêté rendant exécutoire le budget de la Commune Mixte de Sokodé pour l'exercice 1952.	381
8 avril	— No 323.52/F — Arrêté portant suppression de l'Agence Spéciale de Lomé et création d'une Agence Intermédiaire à Lomé.	382
9 avril	— No 325.52/AP — Arrêté prescrivant le recensement des Européens et Assimilés.	384
9 avril	— No 331.52/D — Arrêté rendant immédiatement exécutoires les délibérations n° 55/ART. du 1 <sup>er</sup> décembre 1951 modifiant les droits de magasinage et n° 1/ART. du 30 janvier 1952 modifiant le tarif fiscal d'entrée.	382

Rectificatif à l'arrêté n° 253.52/AP, du 15 mars 1952 portant création de bureaux de vote en vue des élections du 30 mars 1952 à l'Assemblée Territoriale du Togo.	385
Personnel	385
Divers	390

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis d'enquête de commodo et incommodo.	399
Office des Changes.	398
Domaines.	400
Nécrologie.	400

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### O. R. S. O. M.

ARRETE N° 328-52/Cab. du 9 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 51-943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer, promulgué au Togo le 26 juillet 1951;

Vu le décret n° 50.288 du 10 mars 1950 instituant pour 1950 une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre du reclassement de la fonction publique, publié au J.O.T. du 1<sup>er</sup> avril 1950;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo l'arrêté interministériel du 15 février 1952 fixant les traitements applicables à compter des 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juillet et 25 décembre 1950 aux chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1952.

Y. Digo.

**ARRETE interministériel du 15 février 1952.**

LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER, LE MINISTRE DU BUDGET, LE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA FRANCE D'OUTRE-MER ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL (FONCTION PUBLIQUE),

Vu le décret n° 48.1108 du 10 juillet 1948, modifié par le décret n° 51.1389 du 29 novembre 1951, portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 50.1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 46-2284 du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer;

Vu le décret n° 51.943 du 19 juillet 1951 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut

particulier des chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer;

Vu le décret n° 50.283 du 10 mars 1950 instituant pour 1950 une nouvelle majoration en faveur des personnels de l'Etat au titre du reclassement de la Fonction publique;

Vu la loi n° 50.922 du 9 août 1950 portant réalisation complète du reclassement de la Fonction publique, et notamment son article 1er,

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE PREMIER.** — Les traitements afférents aux grades de chercheurs scientifiques de l'Office de la Recherche scientifique outre-mer figurant à l'article 2 du décret n° 51-943 du 19 juillet 1951 sont fixés comme suit, à compter des 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juillet et 25 décembre 1950 :

Grades	Indices	Traitements annuels bruts pour compter du :		
		1 <sup>er</sup> janvier 1950	1 <sup>er</sup> juillet 1950	25 décembre 1950
		francs	francs	francs
Inspecteurs généraux de recherches :				
3 <sup>e</sup> échelon	750	1.068.000	1.125.000	1.243.000
2 <sup>e</sup> échelon	700	973.000	1.031.000	1.147.000
1 <sup>er</sup> échelon	650	896.000	947.000	1.052.000
Directeurs de recherches :				
4 <sup>e</sup> échelon	630	583.000	906.000	1.013.000
3 <sup>e</sup> échelon	600	816.000	861.000	956.000
2 <sup>e</sup> échelon	550	747.000	783.000	860.000
1 <sup>er</sup> échelon	500	670.000	702.000	765.000
Maîtres de recherches :				
4 <sup>e</sup> échelon	525	690.000	738.000	813.000
3 <sup>e</sup> échelon	490	654.000	686.000	746.000
2 <sup>e</sup> échelon	455	607.000	632.000	680.000
1 <sup>er</sup> échelon	420	555.000	577.000	622.000
Chargés de recherches :				
Classe exceptionnelle	430	538.000	577.000	639.000
3 <sup>e</sup> échelon	400	494.000	530.000	589.000
2 <sup>e</sup> échelon	350	432.000	460.000	507.000
1 <sup>er</sup> échelon	300	374.000	393.000	424.000
Chargés de recherches stagiaires	270	336.000	350.000	375.000
Elèves des centres de formation	250	276.000	305.000	342.000

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du Ministère de la France d'Outre-Mer.

Fait à Paris, le 15 février 1952.

Le Ministre du Budget,

Pour le Ministre et par autorisation :

Le Directeur du Cabinet,  
Martial SIMON.

Le Ministre de la France d'Outre-Mer.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Chef du Cabinet,  
Marcel CHAPRON.

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil,  
chargé de la Fonction publique,

Pour le Secrétaire d'Etat et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,  
Pierre-MARCEL  
THEIL.

Le Secrétaire d'Etat à la France d'Outre-Mer,  
Louis-Paul AUJOULAT.

## Santé

ARRETE N° 329-52/Cab. du 9 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le Territoire du Togo :

1° — l'arrêté interministériel du 23 février 1952 relatif à la réglementation des paniers métalliques servant au transport des flacons de sang et de plasma ;

2° — l'arrêté interministériel du 25 février 1952 relatif à la réglementation des caisses isothermes servant au transport des flacons de sang et de plasma.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1952

Y. DIGO.

ARRETE interministériel du 23 février 1952.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER ET LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION,

Vu l'avis conforme de la Commission interministérielle de normalisation du matériel médico-chirurgical et électro-chirurgical créée par l'arrêté du 20 mai 1950,

## ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Les caractéristiques et dimensions concernant les paniers métalliques pour le transport des flacons de sang et de plasma applicables pour les collectivités publiques et les administrations hospitalières métropolitaines, d'outre-mer, civiles et militaires sont définies comme suit :

## A. — Caractéristiques de construction.

Les paniers, de forme rectangulaire, devront pouvoir contenir dix flacons de 500 centimètres cubes de capacité utile tels qu'ils sont définis par l'arrêté du 2 juillet 1951 (*Journal Officiel* du 8 juillet 1951) ou dix bacs à glace pouvant contenir chacun 700 à 800 grammes de glace.

Ils devront être empilables et présenter des poignées escamotables ne gênant pas l'introduction des flacons.

Ils devront être construits à l'aide d'un matériau susceptible de résister à l'oxydation dans les conditions normales de leur utilisation et notamment de la stérilisation à l'autoclave.

## B. — Dimensions.

Longueur . . . . .	500 mm + 5
Largeur . . . . .	210 mm + 5
Hauteur . . . . .	165 mm + 5
Hauteur avec tétons . . . . .	175 mm + 5

Art. 2. — Le Directeur des Services de Santé des Armées au Ministère de la Défense nationale, le Directeur général de la Sécurité sociale au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le Directeur des Pensions et des Services médicaux au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, le Directeur des Affaires professionnelles et sociales au Ministère de l'Agriculture, le Directeur du Service de Santé colonial au Ministère de la France d'Outre-Mer et le chef du Service central de la Pharmacie au Ministère de la Santé Publique et de la population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 février 1952.

Le Ministre de la Santé publique et de la Population,  
Paul RIBEYRE.

Le Ministre de la Défense nationale,  
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Agriculture  
Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,  
Yves MALECOT.

Pour le Ministre de la France d'Outre-mer :

Le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,  
Louis-Paul AUJOLAT.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,  
François WATINE.

Le Ministre des Anciens Combattants  
et Victimes de la Guerre,  
Emmanuel TEMPLE.

ARRETE interministériel du 25 février 1952.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, LE MINISTRE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE, LE MINISTRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER ET LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION,

Vu l'avis conforme de la Commission interministérielle de normalisation du matériel médico-chirurgical et électro-chirurgical créée par l'arrêté du 20 mai 1950,

## ARRESENT :

ARTICLE PREMIER. — Les caractéristiques, dimensions et essais des caisses isothermes pour le transport des flacons de sang et de plasma applicables pour les collectivités publiques et les administrations hospitalières métropolitaines, d'outre-mer, civiles et militaires sont définies comme suit :

A. — *Caractéristiques de construction.*

La caisse isotherme devra pouvoir contenir deux paniers satisfaisant à la réglementation faisant l'objet de l'arrêté du 23 février 1952.

Le revêtement des parois intérieures de la caisse isotherme devra garantir une étanchéité absolue et une résistance satisfaisante.

La paroi des caisses, y compris la matière isolante assurant l'isothermie devra présenter une épaisseur de 60 mm  $\pm$  5.

La surface extérieure de la caisse isotherme ne devra présenter aucun saillant. Les poignées et les leviers de fermeture devront être encastrés et fixés de telle façon qu'il n'apparaisse aucun angle vif. Le système de ceux-ci devra être parfaitement dégagé de manière à faciliter l'ouverture ou la fermeture de la caisse. La distance entre l'extrémité de la languette et la paroi ne devra pas être inférieure à 15 millimètres.

Les parois verticales extérieures du corps de la caisse et du couvercle devront être rabattues à l'horizontale sous la bande élastique d'isolant assurant l'étanchéité.

Les caisses isothermes seront peintes à volonté.

B. — *Essai d'isothermie.*

1° — La caisse contenant dix flacons remplis chacun avec 500 centimètres cubes d'eau préalablement amenée à la température de  $\pm$  4° est fermée et portée dans une enceinte à la température constante de  $\pm$  20°.

Après douze heures, la température de l'eau des flacons ne devra pas avoir subi de variation supérieure à 4°.

2° — La caisse contenant d'une part dix flacons remplis chacun avec 500 centimètres cubes d'eau préalablement amenée à la température de  $\pm$  4° et, d'autre part, 1 kilo de glace, est fermée et portée dans une enceinte à la température constante de 20°.

Après vingt-quatre heures, la température de l'eau des flacons ne devra pas avoir subi de variation supérieure à 4°.

3° — La caisse contenant d'une part dix flacons remplis chacun avec 500 centimètres cubes d'eau préalablement amenée à la température de  $\pm$  4° et, d'autre part 3 kilos de glace, est fermée et placée dans une enceinte à la température constante de  $\pm$  38°.

Après douze heures, la température de l'eau des flacons ne devra pas avoir subi de variation supérieure à 4°.

C. — *Résistance mécanique.*

La caisse devra subir sans détérioration les diverses contraintes imposées par son emploi (écrasement, choc direct, chute, trépidation, manipulation des poignées).

D. — *Dimensions.*

Dimensions extérieures :

Longueur hors tout . . . . .	630 mm $\pm$ 5
Largeur hors tout . . . . .	340 mm $\pm$ 5
Hauteur hors tout . . . . .	480 mm $\pm$ 5

Dimensions intérieures :

Longueur . . . . .	510 mm $\pm$ 5
Largeur . . . . .	220 mm $\pm$ 5
Profondeur . . . . .	360 mm $\pm$ 5

E. — *Poids.*

Le poids de la caisse à vide ne devra pas excéder 20 kilos.

*Dispositions annexes*

Les conditions isothermiques requises étant remplies, la préférence devra être donnée aux caisses dont le poids sera le plus faible et la résistance mécanique la plus grande.

ART. 2. — Le Directeur des Services de Santé des Armées au Ministère de la Défense nationale, le Directeur général de la Sécurité sociale au Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, le Directeur des Pensions et des Services médicaux au Ministère des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, le Directeur des Affaires professionnelles et sociales au Ministère de l'Agriculture, le Directeur du Service de Santé colonial au Ministère de la France d'Outre-Mer et le Chef du Service central de la Pharmacie au Ministère de la Santé publique et de la Population sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1952

Le ministre de la Santé publique et de la Population,  
Paul RIBEYRE.

Le Ministre de la Défense nationale,  
Georges BIDAULT.

Le Ministre de l'Agriculture,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,  
Yves MALECOT.

Pour le ministre de la France d'Outre-Mer :

Le Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,  
Louis-Paul AUJOLAT.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale,

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur du Cabinet,  
François WATINE.

Le Ministre des Anciens Combattants  
et Victimes de la Guerre,  
Emmanuel TEMPLE.

## Enseignement

*Bourses — Prêts d'honneur — Aides  
et Secours scolaires*

ARRETE N° 283-52/Cab. du 2 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation  
administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées  
représentatives;Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation  
et de publication des textes réglementaires au Togo;Vu le décret n° 49.867 du 28 juin 1949 portant régle-  
mentation générale des bourses, prêts d'honneur, aides et  
secours scolaires accordés par les territoires relevant du  
ministère de la France d'outre-mer, aux étudiants ou élèves  
en vue d'études dans la métropole, les départements d'outre-  
mer ou l'Algérie, promulgué au Togo le 23 juillet 1949;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le terri-  
toire du Togo le décret n° 52-344 du 22 mars 1952  
refondant et complétant les dispositions du décret  
n° 49-867 du 28 juin 1949 portant réglementation  
générale des bourses, prêts d'honneur, aides et se-  
cours scolaires accordés par les territoires relevant du  
ministère de la France d'outre-mer, aux étudiants ou  
élèves, en vue d'études dans la métropole, les dé-  
partements d'outre-mer ou l'Algérie.ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié  
et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1952.

Y. DIGO.

DECRET N° 52-344 du 22 mars 1952.

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et  
du ministre de l'éducation nationale,Vu le décret du 30 mai 1945 réglementant le régime  
des bourses accordées par les colonies pour la métropole et  
pour l'Afrique du nord;Vu le décret n° 49.867 du 28 juin 1949 portant réglemen-  
tation générale des bourses, prêts d'honneur aides et secours  
scolaires accordés par les territoires relevant du ministère  
de la France d'outre-mer, aux étudiants ou élèves en vue  
d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer  
ou l'Algérie;Vu les décrets du 25 octobre 1946 instituant des conseils  
généraux dans les territoires de l'Afrique occidentale fran-  
çaise, à Saint-Pierre et Miquelon, aux Comores et en  
Nouvelle-Calédonie, une assemblée représentative au Togo,  
au Cameroun et dans les Etablissements français de l'Océ-ane, une assemblée représentative et des assemblées pro-  
vinciales à Madagascar, des conseils représentatifs dans les  
territoires de l'Afrique équatoriale française;Vu la loi n° 50.1004 du 19 août 1950 portant création  
de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équato-  
riale française;Vu la loi n° 50.1004 du 19 août 1950 portant création  
du conseil représentatif de la Côte française des Somalis,

## DECRETE :

TITRE PREMIER  
*Dispositions générales.*ARTICLE PREMIER. — Les groupes de territoires ou  
les territoires relevant du ministère de la France  
d'outre-mer, les municipalités collectives publiques,  
établissements et offices publics de ces territoires,  
ont la faculté d'accorder des allocations dénommées  
bourses, prêts d'honneur, secours ou « aides » sco-  
laires, destinés à subvenir ou contribuer à l'entretien  
matériel des étudiants ou des élèves qui relèvent  
d'eux et qui ont été reconnus aptes à entreprendre,  
poursuivre ou compléter des études d'enseignement  
supérieur ou du second degré, classiques, modernes,  
techniques ou professionnelles dans la métropole, les  
départements d'outre-mer ou en Algérie.Ces allocations sont accordées dans les conditions  
déterminées par les textes législatifs et réglementaires  
applicables à chaque groupe de territoires ou terri-  
toires et par le présent décret.Ces textes peuvent, notamment, comporter pour les  
bénéficiaires ou pour leur tuteur légal l'obligation de  
souscrire l'engagement de servir pendant un certain  
nombre d'années, à dater de la fin de leurs études,  
dans l'administration ou le secteur privé, dans le  
groupe de territoires ou le territoire qui a accordé la  
bourse, ou de rembourser les sommes perçues en cas  
de rupture d'engagement.Les dépenses entraînées par la création de ces allo-  
cations ou par leur renouvellement sont à la charge  
des budgets des groupes de territoires ou territoires,  
municipalités, collectivités publiques, établissements  
ou offices publics. Elles font l'objet d'inscription  
budgétaires annuelles.ART. 2. — Pourront bénéficier des allocations  
visées par le présent décret au titre des groupes de  
territoires ou territoires, des municipalités, collectivités  
publiques, établissements et offices publics de ces  
territoires :

1° — Les jeunes gens qui en sont originaires;

2° — Les jeunes gens qui y résident ou dont les  
ascendants ou tuteurs légaux y résident habituelle-  
ment;3° — Les jeunes gens dont les ascendants ou tuteurs  
légaux y ont passé une partie de leur vie profes-  
sionnelle active;4° — Les jeunes gens ressortissants de l'Union fran-  
çaise qui auraient souscrit l'engagement prévu à  
l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus, alinéa 3;

5° — Les jeunes gens faisant l'objet d'échanges culturels.

ART. 3. — L'octroi des allocations scolaires fait l'objet de décisions motivées de chefs de territoire après avis de la commission prévue à l'article 13.

Quand l'allocation doit porter sur les fonds d'une municipalité ou collectivité publique, d'un établissement ou office public sis dans le territoire, cette commission est complétée comme indiqué à l'alinéa 2 de l'article 13.

Le chef de fédération ou de territoire est l'intermédiaire de droit des municipalités, collectivités, établissements ou offices publics de son ressort auprès du département pour l'administration de leurs allocations.

ART. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer fixe par arrêté les modalités de paiement des allocations. Il fixe, par arrêté annuel, le taux des bourses en tenant compte de tous les frais d'entretien, de trousseau, de fournitures scolaires, de congés scolaires qu'entraîne un séjour d'un an dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie.

## TITRE II.

### *Bourses.*

ART. 5. — Les bourses sont des allocations instituées au bénéfice d'un étudiant ou d'un élève méritant dont la famille ne peut assurer l'entretien, en vue d'un cycle d'études déterminé.

Elles sont dues de la date du débarquement du bénéficiaire jusqu'à la date de son embarquement définitif lorsque la scolarité du bénéficiaire se poursuit normalement; dans le cas contraire, et notamment en cas de redoublement de classe, d'échec, à un examen, de modifications dans l'orientation des études, ou de sanctions disciplinaires, elles sont soumises, même en cours d'année, à une décision de renouvellement ou de suppression.

Elles ne sont pas remboursables, sauf dans le cas prévu à l'article 1<sup>er</sup> (§ 3).

ART. 6. — A la bourse s'ajoutent obligatoirement pour tout boursier qui, à la date de l'arrêté qui la lui attribue, réside dans le territoire :

1° — Le droit au transport de sa résidence à son établissement d'affectation, et retour en fin d'études;

2° — Une indemnité forfaitaire de séjour au port de débarquement à l'aller, d'embarquement au retour;

3° — Une indemnité de premier équipement, lors de son arrivée pour la première fois dans la métropole;

4° — Le paiement des frais annuels d'inscription dans les établissements privés, d'enseignement technique, et professionnel.

## TITRE III

### *Prêts d'honneur.*

ART. 7. — Le prêt d'honneur est une avance sans intérêt consentie pour la durée d'études supérieures

ou spécialisées, que le bénéficiaire s'engage à rembourser dans un certain délai à compter de la fin de ses études.

Au cas où l'étudiant serait mineur, l'engagement est pris par son père ou son tuteur légal.

ART. 8. — Les prêts d'honneur sont égaux au quart, à la moitié, aux trois quarts ou à la totalité d'une bourse. Ils sont attribués, et le délai de remboursement est fixé par l'autorité locale en fonction des frais que l'étudiant devra supporter et des ressources de sa famille. Le prêt d'honneur peut être cumulé avec un secours scolaire.

ART. 9. — Sauf décision contraire de l'autorité locale, le prêt d'honneur comprend, en outre, l'avance à son titulaire des avantages prévus en faveur des boursiers par l'article 6 en ses alinéas 1 à 3.

Les sommes ainsi avancées sont remboursables dans les mêmes conditions que le principal.

## TITRE IV. — *Secours scolaires.*

ART. 10. — Le secours scolaire, qui doit avoir un caractère exceptionnel, est destiné à permettre au bénéficiaire d'une bourse ou d'un prêt d'honneur de faire face à certaines situations anormales où le place la poursuite de ses études.

Le montant des secours scolaires est fixé par l'autorité locale, en fonction des frais exposés par l'étudiant ou par l'élève ou par le ministre de la France d'outre-mer au nom de celui-ci.

## TITRE V. — *Aide scolaire.*

ART. 11. — Une aide scolaire forfaitaire peut être également accordée à des étudiants ou élèves qui ne bénéficient d'aucune bourse ou prêt d'honneur, en vue ou à l'occasion d'études dans la métropole, les départements d'outre-mer ou l'Algérie.

Cette aide ne doit en aucun cas dépasser le montant de la bourse à laquelle le niveau et la nature de leurs études leur permettraient de prétendre.

A l'inverse des bourses, sa durée est limitée à une année sauf décision formelle de renouvellement.

Les bénéficiaires sont soumis aux mêmes obligations que les boursiers.

## TITRE VI. — *Attribution des allocations.*

ART. 12. — Les candidats à une bourse, à un prêt d'honneur ou à une aide scolaire forfaitaire pour un établissement d'enseignement supérieur devront être pourvus des titres métropolitains exigés dans l'établissement auquel ils désirent accéder.

Les candidats à une bourse, à un prêt d'honneur, à une aide scolaire forfaitaire dans un établissement du second degré classique, moderne, technique ou professionnel devront avoir subi, avec succès, les épreuves d'un examen d'aptitude aux bourses de leur catégorie.



La nature des épreuves de ces examens, la composition du jury, les modalités d'établissement par les jurys de la liste des élèves autorisés à poser leur candidature feront l'objet d'arrêtés de l'autorité locale qui s'inspireront dans toute la mesure du possible, des règlements métropolitains applicables au recrutement des élèves boursiers se destinant aux mêmes études.

ART. 13. — Il sera constitué dans chaque fédération et dans chaque territoire une commission chargée d'étudier les dossiers des candidats aux bourses, prêt d'honneur et à l'aide scolaire forfaitaire et de faire des propositions à l'autorité compétente. Elle sera présidée par le chef du service de l'Enseignement. La moitié, au moins, de ses membres, appartiendra au personnel enseignant.

Quand cette commission examinera les dossiers d'allocations à supporter par les municipalités, collectivités, établissements ou offices publics de territoires, elle comprendra obligatoirement deux membres désignés par ces organismes.

ART. 14. — Au vu de l'arrêté qui attribue une allocation à un étudiant et désigne le type d'établissement scolaire, la section, la classe ou l'année, la région préférée, le ministre de la France d'outre-mer affecte, chaque année, après s'être mis d'accord avec le ministre de l'éducation nationale, l'étudiant ou élève à un établissement scolaire.

Les élèves mineurs sont placés en principe dans un internat.

Les allocataires sont affectés soit à des établissements publics, ou reconnus, soit à des établissements privés habilités par le ministre de l'éducation nationale à recevoir des boursiers, sauf dérogation expresse prononcée par le ministre de la France d'outre-mer sur proposition de la commission prévue à l'article 13.

ART. 15. — L'autorité qui attribue l'allocation prend toutes mesures pour que les nouveaux allocataires soient désignés et mis en route, toutes formalités médicales et autres accomplies en temps utile, afin d'être présents à leurs établissements d'affectation à la rentrée des cours. Les autorités chargées de la mise en route exigeront un certificat mentionnant que l'allocataire a subi une visite, contre-visite et radiographie pulmonaire.

Avant le départ de l'allocataire la personne qui exerce la puissance paternelle sur l'étudiant mineur ou son tuteur légal peut accorder une délégation partielle et à tout instant révocable de son autorité :

a) Au chef d'établissement, à un correspondant désigné, ou à un correspondant à désigner par le chef d'établissement ou par le ministre de la France d'outre-mer, pour la conduite des études et la surveillance du mineur ;

b) Au ministre de la France d'outre-mer pour la surveillance et pour le rapatriement éventuel du même mineur.

## TITRE VII. — *Contrôle des études, hospitalisation et rapatriement.*

ART. 16. — Le ministre de la France d'outre-mer suit les études des étudiants ou élèves bénéficiaires d'une allocation. Il fixe par voie de circulaire les obligations administratives leur incombant. Il transmet aux territoires les notes, bulletins, appréciations fournies par les établissements scolaires. Il notifie les décisions prises par les autorités académiques dans l'exercice de leurs pouvoirs et les avis qu'elles sont appelées à formuler.

ART. 17. — Le ministre de la France d'outre-mer veille à la vie matérielle des étudiants ou élèves bénéficiaires d'une allocation. Il contribue à l'organisation de leurs vacances scolaires. Ces vacances peuvent être passées dans le territoire suivant les modalités fixées par l'autorité locale.

ART. 18. — En cas de maladie des étudiants ou élèves bénéficiaires d'une bourse, le ministre de la France d'outre-mer en fait assurer l'hospitalisation des intéressés. Les frais résultant de l'hospitalisation que ne couvriraient pas les institutions de sécurité sociale existant dans le pays où l'élève ou l'étudiant poursuit ses études (notamment dans la métropole par application de la loi du 23 septembre 1948 et des textes subséquents) sont payés par le ministre de la France d'outre-mer et imputés sur le budget local.

Durant l'hospitalisation, la bourse est remplacée par une indemnité journalière.

Les frais médicaux des boursiers non hospitalisés seront remboursés dans les mêmes formes, et dans les limites prévues par le régime général de la sécurité sociale.

ART. 19. — En cas de force majeure, ou si le territoire intéressé ne répond pas aux questions qui lui sont posées par le ministre de la France d'outre-mer, celui-ci prend toute décision concernant l'intéressé que commandent les circonstances.

ART. 20. — Hors les cas stipulés à l'article 19, l'autorité qui a accordé l'allocation est seule habilitée à prononcer sa suppression. Sa décision sera expressément motivée.

Cette suppression est de plein droit et suivie du rapatriement d'office de l'étudiant ou de l'élève mineur de moins de vingt et un ans accomplis, lorsque l'allocataire modifie de sa seule initiative, sa situation telle qu'elle résulte de l'arrêté du chef de territoire et de la décision du ministre l'affectant à un établissement scolaire, ou lorsqu'il exerce une activité permanente rémunérée, sans autorisation préalable du ministre.

ART. 21. — La procédure de rapatriement des allocataires est fixée par circulaire ministérielle. L'intéressé perd tout droit à son allocation et au passage de retour s'il ne rejoint pas le territoire dans les délais qui lui sont prescrits.



ART. 22. — Le présent décret abroge et remplace, en ce qui concerne les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer, toutes dispositions antérieures sur la même matière, et notamment celles des décrets des 30 mai 1945 et du 28 juin 1949.

ART. 23. — Le ministre de la France d'outre-mer et le ministre de l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de chaque territoire, et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 22 mars 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PFLIMLIN.

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
André MARIE.

*Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,*  
Louis-Paul AUJOLAT.

#### Douanes

ARRETE N° 330-52/Cab. du 9 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'assemblée représentative du Togo, promulgué au Togo le 1<sup>er</sup> novembre 1946;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1° — le décret du 24 mars 1952 approuvant la délibération n° 55 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant les droits de magasinage des marchandises en dépôt de douane;

2° — le décret du 24 mars 1952 approuvant la délibération n° 1 du 30 janvier 1952 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 avril 1952.

Y. DIGO.

#### DECRET du 24 mars 1952.

Le Président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée représentative du Togo;

Vu la délibération n° 55 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'Assemblée représentative du Togo modifiant les droits de magasinage applicables aux marchandises en dépôt de douane;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu.

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée n° 55 du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'Assemblée représentative du Togo modifiant les droits de magasinage des marchandises en dépôt de douane.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 mars 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PFLIMLIN.

#### DECRET du 24 mars 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création de l'Assemblée représentative du Togo;

Vu la délibération n° 1 du 30 janvier 1952 de l'Assemblée représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette, la délibération susvisée n° 1 du 30 janvier 1952 de l'Assemblée représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* du Togo et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 24 mars 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PFLIMLIN.

**Entreprises de crédit différé****ARRETE** N° 275-52/Cab. du 28 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 52-332 du 24 mars 1952 relative aux entreprises de crédit différé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1952.

Y. Digo.

**LOI** N° 52-332 du 24 mars 1952.

Après avis du conseil économique,

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré.

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérées comme entreprises de crédit différé, toutes les entreprises, quelles qu'en soient la dénomination et la forme, qui consentent des prêts en subordonnant la remise des fonds prêtés à un ou plusieurs versements préalables sous quelque forme que ce soit de la part des intéressés et en imposant à ceux-ci un délai d'attente.

Sont interdites aux entreprises visées à l'alinéa précédent les activités autres que la réalisation de prêts destinés à l'accession à la propriété immobilière ou à la réparation, l'agrandissement et la modernisation d'immeubles appartenant aux emprunteurs.

Les prêts seront garantis obligatoirement par une inscription hypothécaire.

Il est interdit aux entreprises de crédit différé de confier à toute autre entreprise, sous quelque forme que ce soit, la gestion de tout ou partie de leurs services, et notamment le démarchage de la clientèle et les opérations de recouvrement.

ART. 2. — Ne peuvent, à un titre quelconque, directement ou par personne interposée, pour leur compte ou pour le compte d'autrui :

1° — Fonder, diriger, administrer ou liquider les entreprises soumises à la présente loi;

2° — Exercer la profession de démarcheur ou d'inspecteur au service de l'une de ces entreprises, être investies de fonctions quelconques impliquant la présentation au public d'opérations de crédit différé;

Les personnes ayant fait l'objet de l'une des condamnations visées aux articles 1<sup>er</sup> et 3 de la loi n° 47-1635 du 30 août 1947 relative à l'assainissement des professions commerciales et industrielles ainsi que les personnes condamnées en application de la présente loi;

Les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation pour vol, abus de confiance, escroquerie ou pour tout délit puni des peines de l'escroquerie, pour soustraction commise par un dépositaire public, pour extorsion de fonds ou de valeurs, pour usure, pour atteinte au crédit de la nation, pour recel de choses obtenues à l'aide de ces infractions.

Toute condamnation pour tentative ou complicité des infractions visées aux alinéas précédents ou toute condamnation à une peine d'emprisonnement d'un an au moins, même avec sursis, quelle que soit la nature de l'infraction, entraîne les mêmes incapacités.

La même interdiction sera prononcée à l'encontre de toute personne condamnée pour infraction à la législation ou à la réglementation des banques ou des assurances.

ART. 3. — Dans un délai d'un mois à compter de la promulgation de la présente loi, à peine de mise en liquidation d'office, les entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> devront adresser au ministre des finances et des affaires économiques une déclaration d'activité faisant connaître leur dénomination, l'adresse de leur siège social ou de leur principal établissement, ainsi que de leurs agences. Cette déclaration comportera une copie en trois exemplaires de leur acte statutaire, de leurs tarifs et modèles de contrats, ainsi qu'une liste des nom, prénoms, adresse, nationalité, date et lieu de naissance de leurs administrateurs, gérants, directeurs, agents, courtiers, démarcheurs, inspecteurs, et de toutes personnes chargées de présenter au public leurs opérations.

Elles notifieront dans les mêmes termes et dans le délai d'un mois tout changement survenu dans les statuts, le tarif, les modèles de contrat, ou dans la dénomination, la gestion et la direction.

Elles devront fournir au ministre des finances et des affaires économiques, dans le même délai, le bilan et le compte des profits et pertes des trois derniers exercices, ainsi qu'un inventaire de toutes les charges pouvant leur incomber et des ressources dont elles disposent effectivement pour y faire face. L'inventaire sera arrêté à la date du dernier jour du mois qui a précédé la promulgation de la présente loi.

ART. 4. — Il est interdit aux entreprises de crédit différé de faire une allusion quelconque à un contrôle de l'Etat dans leurs lettres, prospectus, avis publicitaires de toutes sortes. Il leur est interdit également de procéder à une insertion quelconque pouvant induire en erreur sur la véritable nature de l'entreprise ou l'importance réelle de ses engagements.

ART. 5. — Est interdite à peine de nullité toute clause qui accorde ou a pour effet d'accorder un traitement préférentiel à certains souscripteurs ou à certaines catégories de souscripteurs de contrats, ainsi que toute clause stipulant un versement supplémentaire ou une retenue spéciale en cas de décès du titulaire du contrat.

Sous la sanction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, est interdite toute clause stipulant l'exécution de contrats par voie de tirage au sort ou obligeant l'emprunteur à constituer une hypothèque ou à accorder toute autre sûreté avant l'attribution du prêt.

ART. 6. — Tout contrat de crédit différé doit être rédigé par écrit. Il doit, à peine de nullité, indiquer ou prévoir, en caractères très apparents :

1<sup>o</sup> Le montant du capital devant faire l'objet du prêt et la date à laquelle le contrat prend effet ;

2<sup>o</sup> Le montant et la date d'exigibilité des versements que l'adhérent sera tenu d'effectuer avant et après l'attribution du prêt, sans que le délai compris entre la date d'entrée en vigueur du contrat et celle du dernier remboursement puisse excéder vingt ans ;

3<sup>o</sup> Le délai d'attente maximum à l'expiration duquel la société sera tenue de délivrer le prêt sous la seule condition de l'exécution par le souscripteur de ses obligations contractuelles et le montant maximum des versements préalables qui pourront être exigés pendant ce délai ;

4<sup>o</sup> Les conditions dans lesquelles le contrat peut être transféré à un tiers soit avant, soit après l'attribution du prêt ;

5<sup>o</sup> Les conditions de résiliation du contrat pendant la période précédant l'attribution du prêt ;

6<sup>o</sup> La substitution de plein droit des héritiers aux titulaires de contrats ;

7<sup>o</sup> La limitation, en proportion des versements, des sommes à prélever pour frais de gestion, quelle qu'en soit la dénomination.

Un règlement d'administration publique pris dans un délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi déterminera les conditions dans lesquelles les contrats devront être établis, les limites maxima du délai d'attente et des frais de gestion, le minimum et les conditions de remboursement du capital aux adhérents en cas de résiliation avant l'octroi du prêt.

Les frais de contrôle et de surveillance occasionnés par l'application de la présente loi seront répartis annuellement entre les sociétés par le ministre des finances et des affaires économiques, proportionnellement aux sommes reçues par les sociétés à titre de versement préalable ou de versement de remboursement.

ART. 7. — Toute entreprise visée à la présente loi devra prendre la forme de la société anonyme et pourra adopter la forme de société anonyme à capital et personnel variables.

Des règlements d'administration publique, rendus sur le rapport du ministre des finances et des affaires économiques, détermineront :

1<sup>o</sup> Les conditions de constitution des entreprises et, notamment, les obligations auxquelles elles seront astreintes, les garanties qu'elles devront présenter, le montant minimum de leur capital social, les réserves qu'elles devront constituer, les cautionnements qui pourront être exigés d'elles, les principes qui présideront à l'établissement de leur tarif et la réglementation générale de leur fonctionnement ;

2<sup>o</sup> Les conditions dans lesquelles elles pourront être soumises aux dispositions législatives en vigueur concernant les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation, la profession bancaire et les professions se rattachant à la profession bancaire ;

3<sup>o</sup> Les conditions dans lesquelles ces sociétés seront autorisées à faire appel à des fonds extérieurs pour financer leurs opérations.

Les entreprises de crédit différé constituées en sociétés anonymes à capital et personnel variables pourront procéder sans limitation à l'augmentation de leur capital social.

ART. 8. — Les entreprises visées à la présente loi sont soumises au contrôle du ministre des finances et des affaires économiques et à la surveillance des commissaires contrôleurs prévus à l'article 6 du décret-loi du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances, qui peuvent, à toute époque, vérifier sur place toutes les opérations.

ART. 9. — A peine de mise en liquidation d'office, les entreprises de crédit différé devront mettre en harmonie avec les dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique prévus aux articles 6 et 7 dans un délai de trois mois, à compter de leur publication respective, d'une part leurs statuts, d'autre part les contrats des adhérents qui n'ont pas encore bénéficié d'un prêt.

Elles pourront toutefois se dégager de leurs obligations en remboursant la totalité des sommes perçues par elles sous la seule exception des frais de gestion dans la mesure où ils n'auront pas excédé les maxima qui seront fixés par les règlements d'administration publique prévus aux articles 6 et 7.

En cas de mise en liquidation, en vertu du présent article, les mesures et déchéances prévues à l'article 15 ci-après sont applicables aux administrateurs, gérants et directeurs des entreprises de crédit différé.

ART. 10. — Lorsque la souscription de nouveaux contrats est interrompue depuis trois mois au moins, avis doit en être donné aux adhérents qui n'ont pas encore bénéficié d'un prêt, ainsi qu'au ministre des finances et des affaires économiques.

Lorsque l'arrêt de la souscription de nouveaux contrats dure depuis six mois au moins, le ministre des finances et des affaires économiques peut demander au tribunal de commerce du siège social de prononcer la dissolution de l'entreprise.

Si les vérifications prévues à l'article 3 font apparaître qu'une entreprise n'est pas en mesure de remplir ses engagements dans un délai raisonnable ou qu'elle a fait aux intéressés des promesses fallacieuses, le ministre des finances et des affaires économiques peut également demander au tribunal de commerce de prononcer la dissolution de l'entreprise.

Dans les cas prévus aux deux alinéas qui précèdent, le tribunal pourra statuer au vu des rapports d'inspection communiqués par le ministre des finances et des affaires économiques.

ART. 11. — La constitution de toute nouvelle entreprise de crédit différé est subordonnée à une autorisation consentie par le ministre des finances et des affaires économiques.

Cette autorisation sera accordée sur avis d'une commission composée du directeur du Trésor, président, du directeur des assurances, du gouverneur du Crédit foncier de France, du directeur général de la caisse des dépôts et consignations, du président de la commission supérieure des caisses d'épargne et d'un membre du Conseil économique.

Les entreprises actuellement existantes devront également solliciter cette autorisation dans le délai prévu à l'article 9 ci-dessus, à peine de mise en liquidation d'office. Elles pourront néanmoins continuer leurs opérations jusqu'à l'intervention de la décision du ministre.

ART. 12. — Les entreprises visées à la présente loi peuvent conclure, avec une autre société fonctionnant en conformité de la présente loi, un accord aux termes duquel leurs engagements et les actifs correspondants sont transférés à cette dernière entreprise.

Ce transfert est subordonné à l'approbation du ministre des finances et des affaires économiques.

La demande de transfert est portée à la connaissance des créanciers et des adhérents de chacune des sociétés par un avis qui leur est individuellement adressé, et qui leur impartit un délai d'un mois pour présenter leurs observations.

Le ministre des finances et des affaires économiques approuve le transfert s'il le juge conforme aux intérêts des adhérents et des créanciers. Cette approbation rend le transfert opposable aux adhérents et aux créanciers.

Les dispositions de l'article 1140 du code général des impôts sont applicables aux opérations de transfert visées par le présent article.

En cas de liquidation amiable ou forcée de l'entreprise, la demande de transfert peut être faite et réalisée par le liquidateur, soit d'office, soit à la demande du juge commissaire, soit à la demande de la majorité des adhérents. Si cette demande est approuvée par le ministre des finances et des affaires économiques, le transfert des contrats et des engagements est opéré, et la liquidation s'effectue ensuite suivant les dispositions de la présente loi.

ART. 13. — Toute infraction aux dispositions de la présente loi, qu'elle ait été commise pour le compte de son auteur ou pour le compte d'un tiers, sera punie d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 120.000 F. au moins et de 5 millions de francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 14. — Quiconque aura été condamné par application des dispositions de la présente loi ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, par une entreprise de crédit différé.

Quiconque aura sciemment contrevenu aux dispositions de l'alinéa précédent sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et deux ans au plus, et d'une amende de 120.000 F. au moins et 5 millions de francs au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 15. — L'orsqu'une entreprise de crédit différé a été soit dissoute en application de l'article 10, soit mise en liquidation en application des articles 3, 9 ou 11 de la présente loi, la liquidation s'effectuera dans les conditions prévues par le décret du 14 juin 1938 unifiant le contrôle de l'Etat sur les entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation et tendant à l'organisation de l'industrie des assurances.

Le juge commis dénoncera au président du tribunal de commerce les faits dont il aura eu connaissance au cours de sa mission. Les administrateurs, gérants et directeurs peuvent être frappés par le tribunal de commerce de la déchéance du droit d'administrer, de gérer ou de diriger toute société, ou de présenter au public des opérations de banque, d'assurance, de réassurance et de capitalisation, si des fautes lourdes sont relevées à leur charge. Les dispositions des articles 11 à 20 du décret du 8 août 1935 portant application aux gérants et administrateurs de sociétés de la législation de la faillite et de la banqueroute et instituant l'interdiction et la déchéance du droit de gérer et administrer une société seront, en ce cas, applicables.

Les dispositions de l'article 4 de l'acte dit loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, sont applicables aux administrateurs, gérants et directeurs des entreprises de crédit différé.

ART. 16. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 24 mars 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,  
ministre des finances et des affaires économiques,  
Antoine PINAY.*

*Le ministre de l'intérieur, garde des sceaux,  
ministre de la justice par intérim,  
Charles BRUNE.*

*Le ministre de l'intérieur,*  
Charles BRUNE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PÉLIPLIN.

### Presse

ARRETE N° 276-52/Cab. du 28 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

vu l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française, publiée au J.O.T. du 16 mai 1945;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo la loi n° 52-336 du 25 mars 1952 modifiant certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1952.

Y. DIGO.

LOI N° 52-336 du 25 mars 1952.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'article 15 de l'ordonnance du 28 août 1944, est modifié comme suit :

« ART. 6. — Tout journal ou écrit périodique doit avoir un directeur de la publication.

« Lorsque le directeur de la publication jouit de l'immunité parlementaire dans les conditions prévues aux articles 22 et 70 de la Constitution, il doit désigner un codirecteur de la publication choisi parmi les personnes ne bénéficiant pas de l'immunité parlementaire et, lorsque le journal ou l'écrit périodique est publié par une société ou une association, parmi les membres du conseil d'administration ou les gérants suivant le type de société ou d'association qui entreprend la publication.

« Le codirecteur de la publication doit être nommé dans le délai d'un mois à compter de la date à partir

de laquelle le directeur de la publication bénéficie de l'immunité visée à l'alinéa précédent.

« Le directeur et éventuellement le codirecteur de la publication doit être majeur, avoir la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civils par aucune condamnation judiciaire.

« Toutes les obligations légales imposées par la présente loi au directeur de la publication sont applicables au codirecteur de la publication ».

ART. 2. — L'article 7 (§ 2<sup>o</sup>) de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, est modifié comme suit :

« 2<sup>o</sup> Le nom et la demeure du directeur de la publication et, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6, du codirecteur de la publication ».

ART. 3. — L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 9 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, est modifié comme suit :

« En cas de contravention aux dispositions prescrites par les articles 6, 7 et 8, le propriétaire, le directeur de la publication et, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6, le codirecteur de la publication seront punis d'une amende de 6.000 à 60.000 F. La peine sera applicable à l'imprimeur à défaut du propriétaire ou du directeur ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6, du directeur de la publication ».

ART. 4. — L'article 42 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, est modifié comme suit :

« ART. 42. — Seront passibles comme auteurs principaux des peines qui constituent la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse dans l'ordre ci-après, savoir :

« 1<sup>o</sup> Les directeurs de publications ou éditeurs quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations et, dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 6, les codirecteurs de la publication ;

« 2<sup>o</sup> A leur défaut, les auteurs ;

« 3<sup>o</sup> A défaut des auteurs, les imprimeurs ;

« 4<sup>o</sup> A défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs et afficheurs.

« Dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 6, la responsabilité subsidiaire des personnes visées aux paragraphes 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du présent article joue comme s'il n'y avait pas de directeur de la publication lorsque, contrairement aux dispositions de la présente loi, un codirecteur de la publication n'a pas été désigné ».

ART. 5. — L'article 43 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par l'article 15 de l'ordonnance du 26 août 1944, est modifié comme suit :

« ART. 43. — Lorsque les directeurs ou codirecteurs de la publication ou les éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices.

« Pourront l'être, au même titre et dans tous les cas, les personnes auxquelles l'article 60 du Code

pénal pourrait s'appliquer. Ledit article ne pourra s'appliquer aux imprimeurs pour faits d'impression, sauf dans le cas et les conditions prévus par l'article 6 de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements, ou à défaut de codirecteur de la publication dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6.

« Toutefois, les imprimeurs pourront être poursuivis comme complices si l'irresponsabilité pénale du directeur ou du codirecteur de la publication était prononcée par les tribunaux. En ce cas, les poursuites sont engagées dans les trois mois du délit ou, au plus tard, dans les trois mois de la constatation judiciaire de l'irresponsabilité du directeur ou du codirecteur de la publication ».

ART. 6. — L'article 44 de la loi du 29 juillet 1881, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 6, le recouvrement des amendes et dommages-intérêts pourra être poursuivi sur l'actif de l'entreprise ».

ART. 7. — A l'article 10, alinéa 2, de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française, les mots : « faute de quoi il sera poursuivi en lieu et place de l'auteur » sont abrogés et remplacés par : « sans préjudice des responsabilités fixées aux articles 42 et 43 de la loi du 29 juillet 1881 ».

ART. 8. — Dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article 6 de la loi du 29 juillet 1881, les dispositions de l'ordonnance du 26 août 1944 qui concernent le directeur de la publication, à l'exception de celles prévues à l'article 7 de ladite ordonnance sont applicables au codirecteur de la publication.

Le recouvrement des amendes et des dommages-intérêts auxquels le codirecteur de la publication peut être condamné en application de l'alinéa précédent, peut être poursuivi sur l'actif de l'entreprise.

ART. 9. — En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques dont le directeur de la publication bénéficie, à la date de la promulgation de la présente loi, de l'immunité prévue par l'article 22 de la Constitution, le codirecteur de la publication devra être nommé dans le délai d'un mois à compter de ladite promulgation. Dans le même délai, une déclaration sera faite au Parquet à l'effet de compléter la déclaration prévue à l'article 7 de la loi du 29 juillet 1881 par la mention du nom et de la demeure du codirecteur de la publication.

ART. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux territoires d'outre-mer et aux territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 25 mars 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*  
Antoine PINAY.

*Le ministre de l'intérieur, garde des sceaux,  
ministre de la justice par intérim,*  
Charles BRUNE.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Charles BRUNE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PÉLÉLIN.

#### Justice

ARRETE N° 282-52/Cab. du 2 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER — Est promulguée dans le Territoire du Togo la loi n° 52-345 du 27 mars 1952 rendant applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun la loi du 11 février 1951 abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1952.

Y. Digo.

LOI N° 51-144 du 11 février 1951.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les dispositions des lois, décrets ou ordonnances qui ont pour objet de restreindre ou de supprimer la faculté donnée aux juges par l'article 463 du code pénal de reconnaître l'existence en faveur du coupable de circonstances atténuantes ou de lui accorder le bénéfice du sursis prévu par la loi du 26 février 1891 sont abrogées.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment les dispositions supprimant l'atténuation des peines et les circonstances atténuantes, prévues par :



- a) L'article 317 du code pénal;
- b) L'article 66 de la loi du 14 juin 1865, modifié par le décret du 30 octobre 1939 unifiant le droit en matière de chèques et par les lois du 31 janvier 1944 et du 28 mai 1947;
- c) Les articles 44, 45 et 46 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et à la répression des infractions à la législation économique;
- d) L'article 57 de l'ordonnance du 28 novembre 1944 portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration;
- e) L'article 6 de la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande;
- f) L'article 16 de la loi du 18 juin 1934 relative au recensement, au classement et à la réquisition des véhicules automobiles;
- g) L'article 5 de la loi du 18 août 1936 portant abrogation de la loi du 12 février 1924 et réprimant les atteintes au crédit de la nation;
- h) L'article 4 du décret du 12 novembre 1938 relatif à la lutte contre la fraude fiscale;
- i) L'article 8 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;
- j) L'article 20 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse;
- k) L'article 72 de la loi du 15 avril 1829 relative à la pêche fluviale.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 11 février 1951.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*  
R. PLÉVEN,

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
René MAYER.

#### LOI N° 52-345 du 27 mars 1952.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré;

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 51-144 du 11 février 1951, abrogeant les dispositions législatives qui, en matière de droit commun, suppriment ou limitent le droit qui appartient aux juges d'accorder le sursis aux peines qu'ils prononcent et de faire bénéficier le coupable des circonstances atténuantes, est rendu applicable dans les territoires d'outre-mer, au Togo et au Cameroun.

ART. 2. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment les dispositions supprimant l'atténuation des peines et les circonstances

atténuantes prévues par ceux des textes énumérés par l'article 2 de la loi n° 51-144 du 11 février 1951 qui ont été précédemment mis en vigueur dans les territoires mentionnés à l'article précédent.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 27 mars 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,*  
Antoine PINAY.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
LÉON MARTINAUD-DÉPLAT.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PFLIMLIN.

#### Tour de service outre-mer

ARRETE N° 285-52/Cab. du 2 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret n° 48-1565 du 28 septembre 1948 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer, ensemble le décret n° 50-1137 du 19 septembre 1950 et les textes qui l'ont complété, promulgué au Togo le 25 octobre 1948;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le Territoire du Togo le décret n° 52-349 du 27 mars 1952 portant modification aux dispositions des décrets n° 48-1565 du 28 septembre 1948 et n° 50-1137 du 19 septembre 1950 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des cadres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 avril 1952.  
Y. DIGO.

#### DECRET N° 52-349 du 27 mars 1952.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer et du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Vu le décret n° 48-1565 du 28 septembre 1948 instituant un tour de service outre-mer pour les fonctionnaires des ca-



dres généraux relevant du ministère de la France d'outre-mer, ensemble le décret n° 50-1137 du 19 septembre 1950 et les textes qui l'ont complété ;

Vu le décret n° 51-804 du 26 juin 1951 précisant les attributions du service des affaires sociales d'outre-mer, en application de la loi validée n° 665 du 19 novembre 1943 ;

Vu l'arrêté interministériel n° 87 du 12 juillet 1951 fixant les modalités de réorganisation du service des affaires sociales d'outre-mer.

### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La liste prévue à l'article 2 du décret n° 50-1137 du 19 septembre 1950 est complétée comme suit :

DIRECTIONS ET SERVICES	EMPLOIS
Service des affaires sociales d'outre-mer.	Chef de la 1 <sup>re</sup> division, adjoint au chef de service. Chef de la division d'études et de coordination de l'action sociale outre-mer.

ART. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 27 mars 1952.

Antoine PINAY.

Par le président du conseil des ministres :

Le ministre de la France d'outre-mer,

Pierre PFLIMLIN.

Le secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer,

Louis-Paul AUJOLAT.

### Service météorologique

ARRETE N° 324-52/Cab. du 8 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo ;

Vu l'ordonnance n° 45.2665 portant unification des services de la météorologie, promulgué au Togo le 7 septembre 1946 ;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le Territoire du Togo la loi n° 52-351 du 31 mars 1952 constituant des détachements de météorologie affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air et fixant le régime des fonctionnaires de la météorologie en service dans ces détachements.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1952.

Y. Digo.

LOI N° 52-351 du 31 mars 1952.

L'Assemblée nationale et le Conseil de la République ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Des détachements de météorologie sont constitués en temps de paix, pour être affectés organiquement à certaines grandes unités et formations de l'armée de l'air dont la liste est fixée par arrêté conjoint du ministre de la défense nationale, du ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, et du ministre de la France d'outre-mer.

Les effectifs de ces détachements sont prélevés sur les effectifs des corps institués conformément aux dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 45-2665 du 2 novembre 1945 portant unification des services de la météorologie, à l'exception toutefois des cadres locaux d'adjoints techniques de la météorologie de la France d'outre-mer.

Le régime des personnels entrant dans la composition de ces détachements est fixé, en dehors du cas de mobilisation générale ou partielle, conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 2. — Les personnels affectés aux détachements de météorologie de l'armée de l'air demeurent régis par le statut général des fonctionnaires et le statut particulier de leur corps sous réserve des dispositions spéciales prévues dans la présente loi.

Ils continuent à percevoir le traitement de leur grade, classe et échelon, dans leurs corps d'origine.

ART. 3. — Peuvent seuls être affectés aux détachements de l'armée de l'air les fonctionnaires qui auront souscrit un engagement à cet effet.

A compter de la date de promulgation de la présente loi, les candidats aux emplois du corps des ingénieurs de la météorologie et des corps métropolitains des ingénieurs des travaux météorologiques et des adjoints techniques de la météorologie devront s'engager à servir, le cas échéant, cinq années dans les détachements de météorologie de l'armée de l'air.

ART. 4. — Pour l'application des dispositions des articles 5 à 7 ci-après, les personnels du corps des ingénieurs de la météorologie et des corps d'ingénieurs des travaux météorologiques ont rang d'officier; ceux du corps métropolitain des adjoints techniques de la météorologie ont rang de sous-officier. Toutefois certains adjoints techniques principaux de la météorologie désignés par le décret prévu au second alinéa du présent article pourront recevoir rang d'officier.

Un décret contresigné par le ministre de la défense nationale, par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et par le ministre de la France d'outre-mer fixera la concordance entre les grades des corps visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente loi et les grades de la hiérarchie militaire.

ART. 5. — Les personnels affectés aux détachements de météorologie de l'armée de l'air ont accès aux mess, cercles, bibliothèques et foyers et bénéficient des soins médicaux et des facilités de transport dans les mêmes conditions que les militaires de grade correspondant en activité.

Ils portent l'uniforme de l'armée de l'air avec des insignes de fonction et de grades définis par le décret prévu à l'article 4 ci-dessus.

Ils perçoivent une indemnité de première mise d'équipement dont le taux et les modalités de paiement sont fixés par décret contresigné par le ministre des finances.

ART. 6. — Les personnels des détachements de météorologie sont, après accord du ministre de la défense nationale, mis à sa disposition par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme et, s'il y a lieu, le ministre de la France d'outre-mer.

Ils peuvent être rappelés par le ministre des travaux publics, des transports et du tourisme ou le ministre de la France d'outre-mer après accord du ministre de la défense nationale ou à la demande de ce dernier, dans des conditions qui seront fixées par un arrêté conjoint des trois ministres.

ART. 7. — Les personnels des détachements de météorologie de l'armée de l'air sont soumis aux règles générales de la discipline militaire et assujettis aux dispositions du code de justice militaire pour l'armée de terre, dans les conditions ci-après :

Les ingénieurs de la météorologie sont soumis aux règles disciplinaire et pénale applicables aux ingénieurs militaires de l'air.

Les ingénieurs des travaux météorologiques et les adjoints techniques principaux de la météorologie, qui ont rang d'officier en vertu des dispositions de l'article 4 de la présente loi, sont soumis aux régimes disciplinaire et pénal applicables aux ingénieurs militaires des travaux de l'air.

Les adjoints techniques de la météorologie, qui ont rang de sous-officier en vertu des dispositions de l'article 4 de la présente loi, sont soumis aux régimes disciplinaire et pénal des sous-officiers de l'armée de l'air.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.  
Fait à Paris, le 31 mars 1952.

VINCENT AURIOL.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil des ministres,  
ministre des finances et des affaires économiques,*  
Antoine PINAY.

*Le Ministre de la Défense nationale,*  
R. PLEVEN.

*Le ministre des travaux publics, des transports  
et du tourisme,*  
André MORICE.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*  
Pierre PFLIMLIN.

### Distinctions honorifiques

#### Légion d'honneur

Par décret en date du 28 mars 1952, pris sur le rapport du président du conseil des ministres et du ministre de la France d'outre-mer, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 4 mars 1952 portant que les promotions et nominations faites aux termes du présent décret n'ont rien de contraire aux lois, décrets et règlements en vigueur, sont promus et nommés dans l'ordre national de la Légion d'honneur au titre Union française :

.....  
*Au grade de chevalier.*

M.M. ....  
Djokoto Noudoukou, Chef de village, Dagbati, Cercle d'Anécho (Togo), 41 ans de services.  
.....

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Postes et Télécommunications

ARRETE No 274-52/PTT. du 28 mars 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, l'ensemble des actes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté 49 du 13 octobre 1920 rendant applicables au Togo les dispositions des Instructions no 1 et no 2 des P.T.T. de l'A.O.F.;

Vu la modification des délais de validité des mandats dans le régime intérieur de l'A.O.F.;

Sur la proposition du Chef du Service des Postes et Télécommunications;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Le délai de validité des mandats postaux et télégraphiques du régime intérieur est fixé à 3 mois,

ART. 2. — Les articles 759 — 761 et 762 de l'instruction sur le Service des Postes, Télégraphes et Téléphones de l'A.O.F. modifiés par l'arrêté n° 1779 DPT. du 13 mars 1952 du Haut Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'Afrique Occidentale Française, sont applicables au Togo.

ART. 3. — Le Chef du Service des Postes et Télécommunications du Territoire est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mars 1952.

Y. Digo.

**Réunion ou manifestation publique**

**ARRETE N° 279-52/A.P. du 31 mars 1952.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu les désordres constatés à la suite des réunions publiques des 16 et 23 mars 1952;

Attendu que la campagne électorale a pris fin le 29 mars à minuit;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Toute réunion ou manifestation publique est interdite dans le Cercle de Klouto jusqu'au 30 avril.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage aux bureaux des Mairies de Lomé et de Klouto, ainsi que dans les bureaux des P.T.T. de Lomé et de Klouto.

Lomé, le 31 mars 1952.

Y. Digo.

**Communes-Mixtes**

**ARRETE N° 287-52/AP. du 4 avril 1952.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 136/52/AP. du 13 février 1952 portant création d'une Commune-Mixte à Tsévié;

**ARRETE :**

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté local n° 136/52/A.P. du 13 février 1952 portant création d'une Commune-Mixte à Tsévié sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des circonscriptions administratives de Lomé et de Tsévié, ainsi que dans les bureaux des P.T.T. de Lomé.

Lomé, le 4 avril 1952.

Y. Digo.

**ARRETE N° 292-52/A.P. du 4 avril 1952.**

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 532-51/AP. du 30 juillet 1951 portant création des communes-mixtes de Palimé, Atakpamé et Sokodé;

Le Conseil Privé entendu.

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la liste électorale des électeurs à la Commission Municipale d'Atakpamé, telle qu'elle a été révisée par l'Administrateur-Maire en Commission Municipale dans les conditions prévues par l'article 16 de l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932, tel qu'il a été modifié par les textes subséquents.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage aux bureaux de la Circonscription administrative et des P.T.T. d'Atakpamé.

Lomé, le 4 avril 1952.

Y. Digo.

ARRETE N° 294-52/F. du 4 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de Communes Mixtes au Togo;

Vu l'arrêté n° 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des Communes Mixtes du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 532-51/P. du 30 juillet 1951 portant création des Communes Mixtes de Palimé — Atakpamé et Sokodé.

Vu la délibération n° 1/CM. du 9 janvier 1952 approuvant le Budget de la Commune Mixte de Sokodé, pour l'Exercice 1952;

Le Conseil Privé entendu;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 1/CM. du 9 janvier 1952 arrêtant le Budget municipal de la Commune Mixte de Sokodé pour 1952 en recettes et en dépenses à la somme de :

1 <sup>o</sup> — Section Ordinaire. . .	2.833.525 Francs.
2 <sup>o</sup> — Section Extraordinaire. . .	2.000.000 Francs.
Total . . . . .	4.833.525 Francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1952.

Y. Digo.

#### Kapok

ARRETE N° 289-52/AE. du 4 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu la loi du 14 mars 1942 et les textes modificatifs subséquents;

Après consultation de la Chambre de Commerce.

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La campagne d'achat du kapok de la récolte 1952 est ouverte à compter du 7 avril 1952.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 avril 1952.

Y. Digo.

#### S. I. P.

N° 290-52/AE. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

4 avril 1952. — Est approuvé le Compte de Gestion relatif à l'exercice 1950 de la Société Indigène de Prévoyance de Tsévié arrêté à la somme de Deux Millions Quatre Cent Soixante Dix Sept Mille Quatre Vingt Quatorze Francs Quatre Vingt Treize (2.477.094,93)

#### Budget local

ARRETE N° 293-52/F. du 4 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des Colonies et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté Ministériel en date du 28 décembre 1950, portant établissement d'office du budget local du Togo — Exercice 1951;

Vu l'arrêté n° 945/PTT. du 29 décembre 1951 déclarant en débet envers le Territoire d'une somme de Sept Millions Deux Cent Vingt Mille Sept Cent Quarante Quatre Francs Neuf décimes;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Permanente de l'A.R.T. dans sa séance du 15 mars 1952;

Sous réserve de ratification ultérieure de l'A.R.T. en sa prochaine session;

Le Conseil Privé entendu;

Sous réserve des dispositions de l'article 33 du décret du 25 octobre 1946;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts au Budget Local — Exercice 1951, les crédits supplémentaires ci-après :

Chapitre XXV — Dépenses Imprévues.

Article 2 — Autres Dépenses Imprévues.

1) — Montant du débet de la Poste d'Aného . . . . . 7.221.000

2) — Indemnité d'expropriation de diverses propriétés pour l'ouverture du nouveau boulevard circulaire . . . . . 620.000

Total du chap. XXV . . . . . 7.841.000

ART. 2. — L'ouverture de ces crédits soit : 7.841.000 francs sera gagée en recettes par les ressources normales du même Budget.

*Chapitre II — Contributions Perçues sur Liquidation*

*Article Premier. — Importations et Exportations*

*Paragraphe I. — Droits perçus à l'Importation.*  
 . . . . . 7.841.000 frs

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4. avril 1952.

Y. Digo.

#### Agence intermédiaire de Lomé

ARRETE N° 323-52/F. du 8 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Sur la proposition du Chef du Service des finances;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 créant une agence spéciale à Lomé.

ART. 2. — Il est créé une agence intermédiaire pour la Commune-Mixte et la Subdivision de Lomé chargée du recouvrement des impôts et taxes assimilés suivants :

a) — Pour le compte de la Commune-Mixte de Lomé :

- Taxe sur les armes à feu
- Taxe sur les permis de chasse
- Taxe sur les bicyclettes
- Taxe sur les véhicules automobiles et motocyclettes
- Ainsi que les centimes additionnels s'y ajoutant.

b) — Pour le compte du Budget Local :

- Toutes taxes énumérées ci-dessus
- Impôts sur rôles de la Subdivision de Lomé.

ART. 3. — L'Agent Intermédiaire tiendra les livres suivants :

1°/ — Un livre de caisse pour l'enregistrement de toutes les recettes effectuées par lui.

2°/ — Un quittancier à souche pour la délivrance des récépissés. Il pourra tenir tous les livres auxiliaires qui lui paraîtront utiles notamment un livre de développement des recettes, par rubrique budgétaire sur lequel sera portée chaque recette dans la colonne qui la concerne.

ART. 4. — L'Agent Intermédiaire versera en fin de mois à la caisse du Trésorier-Payeur et du Receveur Municipal le montant des recettes recouvrées.

Il communiquera au Trésorier-Payeur le double des rôles qu'il détient.

ART. 5. — Est également instituée une caisse de menues dépenses, destinée à permettre le paiement dans la Subdivision de Lomé uniquement, de certaines dépenses d'un montant minime et des salariés sur les chantiers isolés.

Le montant de l'avance, renouvelable par moitié est fixé à Trois Cent Mille (300.000) Francs.

ART. 6. — Le Trésorier-Payeur et le Receveur Municipal de Lomé sont chargés du recouvrement des rôles de la Commune-Mixte de Lomé ainsi qu'il est prévu à l'article 160 du Décret du 30 décembre 1912.

ART. 7. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avril 1952.

Y. Digo.

#### Douanes

ARRETE N° 331-52/D. du 9 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la délibération n° 55/ART. du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant les droits de magasinage des marchandises en dépôt de douane, approuvée par le décret du 24 mars 1952 promulgué au Togo par arrêté n° 330/52 du 9 avril 1952;

Vu la délibération n° 1/ART. du 30 janvier 1952 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée, approuvée par le décret du 24 mars 1952 promulgué au Togo par arrêté n° 330.52 du 9 avril 1952;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues exécutoires au Togo :

1<sup>re</sup>/ la délibération n° 55/ART. du 1<sup>er</sup> décembre 1951 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant les droits de magasinage des marchandises en dépôt de douane ;

2<sup>e</sup>/ la délibération n° 1/ART du 30 janvier 1952 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant le tarif fiscal d'entrée.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes du territoire.

Lomé, le 9 avril 1952.

Y. Digo.

*DELIBERATION N° 55/ART. de l'Assemblée Représentative du Togo portant modification de la quotité des droits de magasinage applicables aux marchandises laissées en dépôt de douane.*

## L'Assemblée Représentative du Togo

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo ;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière au Togo ;

Vu la délibération n° 61/AD/D. en date du 21 juillet 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo modifiant la quotité des droits de magasinage applicables aux marchandises laissées en dépôt de douane ;

A adopté dans sa séance du 1<sup>er</sup> décembre 1951 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les droits de magasinage applicables aux marchandises constituées en dépôt dans les douanes conformément aux articles 42 à 44 du décret du 11 novembre 1926 sont fixés comme suit. :

Désignation des marchandises		Tarif applicable		
		Du 1 <sup>er</sup> au 30 <sup>me</sup> jour inclus	du 31 <sup>er</sup> jour inclus au 60 <sup>me</sup> jour inclus	du 61 <sup>er</sup> jour inclus au jour de sortie
Colis postaux		0,50 par colis et par jour	1 fr. par colis et par jour	1,50 par colis et par jour
Armes laissées en dépôt par les particuliers		0,30 par arme et par jour	0,50 par arme et par jour	1 fr. par arme et par jour
Autres. . . . .	Marchandises en vrac c'est-à-dire dépourvues de tout emballage ou ligature et marchandises sous simple lien	10 frs par jour et par tonne ou fraction de tonne d'une même marchandise	20 fr. par jour et par tonne ou fraction de tonne d'une même marchandise	30 fr. par jour et par tonne ou fraction de tonne d'une même marchandise
Marchandises . . .	marchandises . . .	colis de 100 kgs et moins	10 fr. par colis et par jour	20 fr. par colis et par jour
	emballées . . .	colis de plus de 100 kgs	20 fr. par colis et par jour	40 par colis et par jour
				30 par colis et par jour
				60 fr. par colis et par jour

La liquidation de ces droits sera arrondie au franc supérieur.

ART. 2. — Le présent tarif est applicable pour compter de la date de leur mise en dépôt à toutes les marchandises qui se trouvent en dépôt lors de l'entrée en vigueur des présentes dispositions.

ART. 3. — En cas de menace d'engorgement imputable aux magasins, le Commissaire de la République peut, par arrêté prolonger d'un mois au maximum le

délai au terme duquel les taux du droit de magasinage subissent leur première majoration. Dans les mêmes conditions, lorsque l'encombrement des magasins est imputable aux importateurs, le Commissaire de la République peut, par arrêté réduire à 30 jours au minimum le délai à l'expiration duquel le tarif le plus élevé devient applicable.

ART. 4. — Toutes dispositions antérieures concernant les tarifs de magasinage en douane sont et demeurent abrogées.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé le 1<sup>er</sup> décembre 1951.

*Le Président de L'A.R.T.*  
Ayéva DERMAN

*Le Secrétaire*  
Lazarus LAWSON

**DELIBERATION No 1/ART de l'Assemblée Représentative du Togo portant modification du tarif fiscal d'entrée.**

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'une Assemblée Représentative au Togo ;

Délibérant conformément aux dispositions de l'article 34 dudit décret du 25 octobre 1946.

Vu la délibération no 24.49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo portant refonte du tarif fiscal d'entrée et de sortie ensemble les délibérations la modifiant ou la complétant ;

A adopté dans sa séance du 30 janvier 1952 les dispositions dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE : Le tableau annexé à la délibération no 24-49 du 25 avril 1949 de l'Assemblée Représentative du Togo est à nouveau modifié comme suit :

Numéro de la nomenclature générale et du tarif du Togo	Désignation des produits	Numéro du tarif métropolitain	DROIT FISCAL	
			Unité de perception	Quotité des droits
04-7	7 <sup>o</sup> Boissons, liquides alcooliques et vinaigres :			
04-73	Vins, apéritifs à base de vin, moûts de vendanges :	213 à 217		
04-73 c	Vins de liqueurs, mistelles ou vins mutés à l'alcool provenant exclusivement de raisins frais ou de jus de raisins frais.	215	Hl. liquide	3.500 Frs.
04-73 e	— vermouths et apéritifs à base de vins.	217	Hl. liquide	3.500 Frs.

Fait et délibéré en séance publique à Lomé le 30 janvier 1952.

*Le Président de l'A.R.T.*  
Dermaun AYEVA.

*Le Secrétaire*  
Lazarus LAWSON

**Recensement**

**ARRETE :**

ARRETE No 325-52/A.P. du 9 avril 1952.

LE GOUVERNEUR DE LA FRANCE D'OUTRE-MER,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du Territoire du Togo et création d'assemblées représentatives ;

Vu les instructions ministérielles no 202/ST. du 27 février 1951 ;

ARTICLE PREMIER. — Le recensement des Européens et Assimilés résidant au Territoire du Togo sous Tutelle Française aura lieu dans la nuit du 7 au 8 mai 1952.

ART. 2. — Il sera effectué par Cercle, Subdivision et Commune-Mixte.

ART. 3. — La période de prérécensement commencera le 24 avril 1952.

ART. 4. — Les peines de simple police seront applicables aux contrevenants.



ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

#### Assemblée territoriale du Togo

*RECTIFICATIF à l'arrêté no 253-52/AP. du 15 mars 1952 portant création de bureaux de vote en vue des élections du 30 mars 1952 à l'Assemblée Territoriale du Togo.*

#### ARTICLE PREMIER. —

7<sup>o</sup>) Subdivision de Sokodé.

*Au lieu de :*

c) 3<sup>e</sup> bureau de vote à Paratao... Tribunal cout. Canton de Paratao (sauf Sokodé-ville), Boussalo, Sigdibé.

*Lire :*

c) 3<sup>e</sup> bureau de vote à Sokodé... Tribunal coutumier de Kouma.

Canton de Paratao (sauf Sokodé-ville), Boussalo, Sigdibé.

Vu l'urgence, le présent rectificatif sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie de Lomé, dans tous les bureaux des circonscriptions administratives et des P.T.T. du Territoire.

#### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Intégration

Par arrêté en date du 21 mars 1952 du ministre de la France d'outre-mer, les fonctionnaires du cadre général des eaux et forêts outre-mer dont les noms suivent sont intégrés, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952, dans le cadre général des officiers ingénieurs des eaux et forêts de la France d'outre-mer aux grades, classes et échelons suivants, avec les anciennetés civiles et les rappels d'ancienneté pour service militaire ci-après indiqués.

NOMS ET PRÉNOMS	ANCIENNETE civile au 1 <sup>er</sup> janvier 1951	RAPPEL pour services militaires
Inspecteurs de 1 <sup>re</sup> classe, 3 <sup>e</sup> échelon.		
M.M. . . . .		
Chollet (Alfred) . . . . .	Néant.	2 mois 1 jour
Inspecteurs de 2 <sup>e</sup> classe, 1 <sup>er</sup> échelon.		
MM. . . . .		
Daguin (Jean). . . . .	5 mois.	Néant.

#### Nomination

Par arrêté du Ministre de la France d'outre-mer en date du :

24 mars 1952. — M. Ambard (Michel), ingénieur principal des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer, est nommé chef du service des Travaux Publics du Togo pour compter du 22 février 1952, en remplacement de M. Pichon (Aimé), ingénieur en chef des Travaux Publics de la France d'Outre-Mer qui a reçu une autre affectation.

#### Titularisation

Par décision en date du 19 février 1952 :

Sont titularisés au 1<sup>er</sup> août 1949 :

M.M. . . . .  
Leneuf (B.) et Leneuf (N.)

**Tableau d'avancement**

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., Officier de la Légion d'honneur, du :

20 mars 1952. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel du cadre des Trésoreries de l'Afrique Occidentale Française :

*Au titre de l'année 1952.*

*Pour le grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe :*

M.M. ....

Tomasini Michel;

*Pour le grade de commis principal de 4<sup>e</sup> classe :*

M.M. ....

Pallazo Alexis;

*Pour le grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*

M.M. ....

Julien Henri;

**Promotion**

Par arrêté du Haut Commissaire de la République, Gouverneur général de l'A.O.F., Officier de la Légion d'honneur, du :

20 mars 1952. — Sont promus, dans le cadre des Trésoreries de l'Afrique Occidentale Française et conservent les rappels pour services militaires indiqués ci-après :

*Au titre de l'année 1952*

*Pour le grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*

M.M. ....

Julien Henri, du 1<sup>er</sup> avril 1952 (R.S.M. : néant);

**Détachement**

Par arrêté du 2 avril 1952, M. Monat (Henri), instituteur de 5<sup>e</sup> classe du département de Constantine, est mis pour une durée de quatre ans, à compter

du 24 septembre 1950, à la disposition du ministre de la France d'outre-mer, pour exercer ses fonctions au Togo.

Par arrêté du 2 avril 1952, Mme Monat, née Lecuyer, institutrice de 5<sup>e</sup> classe du département de Constantine, est mise pour une durée de quatre ans, à compter du 25 septembre 1950, à la disposition du ministre de la France d'outre-mer, pour exercer ses fonctions au Togo.

**Disponibilité**

Par arrêté du secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer en date du 24 mars 1952, M. Leneuf (Bernard), chargé de recherches de l'Office de la recherche scientifique outre-mer, est mis, sur sa demande en disponibilité pour convenance personnelle, du 15 mars au 15 juin 1952.

**Mission**

Par arrêté du 19 mars 1952, M. Ferrandi (Jacques), administrateur de 3<sup>e</sup> échelon de la France d'outre-mer, en service à la direction des affaires économiques et du plan au ministère de la France d'outre-mer, est placé dans la position de mission en Afrique Occidentale Française, en Afrique Equatoriale Française, au Togo et au Cameroun, pour une durée de 1 mois à compter du 5 février 1952, afin d'accompagner la mission hollandaise se rendant dans ces territoires.

Pendant la durée de sa mission, M. Ferrandi aura droit aux émoluments et indemnités prévus aux articles 2 et 14 du décret n° 50-794 du 23 juin 1950.

La solde de M. Ferrandi demeure à la charge du budget de l'Etat. Les dépenses résultant du paiement des frais de transport et de l'indemnité journalière de mission sont imputables au budget de la section générale du F.I.D.E.S. (chap. 152, art. 3).

*TOUR de service outre-mer des fonctionnaires civils appartenant aux cadres régis par décret.*

Rectificatif au journal officiel du 1<sup>er</sup> avril 1952,

*Administrateurs.*

Groupe des Administrateurs

Pour servir au Togo.

Ajouter « Moreau (Jean) ».

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Engagements

Par décision n° 361/D/E. du :

5 avril 1952. — Madame Meynier de Salinelles, professeur auxiliaire au Collège de Lomé, est engagée en qualité de journalière à solde globale mensuelle de 20.000 francs, à compter du 25 mars 1952.

Par décision n° 362/D/E. du :

5 avril 1952. — Madame Labayle Nicole, Professeur auxiliaire au Collège de Sokodé, est engagée en qualité de journalière à la solde globale mensuelle de 20.000 francs, à compter du 25 février 1952.

Par décision n° 363/D/E. du :

5 avril 1952. — M. Ward Venance, Instituteur auxiliaire à l'Ecole Normale d'Atakpamé, est engagé comme journalier à solde mensuelle de vingt mille francs (20.000) à compter du 1<sup>er</sup> avril 1952.

La présente décision annule les dispositions de la décision n° 9/E. du 17 mars 1952 de M. l'Inspecteur d'Académie, Directeur de l'Enseignement.

Par décision n° 371/D/E. du :

6 avril 1952. — Madame Lasserre Madeleine, Professeur auxiliaire au Collège de Sokodé, est engagée en qualité de journalière à la solde globale mensuelle de 12.500 francs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

Par décision n° 372/D/E. du :

6 avril 1952. — Madame Larrue Françoise, Professeur auxiliaire au Collège de Sokodé, est engagée en qualité de journalière à solde globale mensuelle de Trente Mille Francs, à compter du 3 janvier 1952.

### Intégrations

Par décision n° 321-52/P. du :

6 avril 1952. — Les agents auxiliaires et journaliers de l'Administration dont les noms suivent, ayant satisfait aux épreuves du deuxième examen professionnel, sont intégrés et affectés dans les cadres locaux du Territoire du Togo énumérés ci-après, pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1952, au grade et à la classe figurant en face de leur nom :

### I — Cadre Local des Commis d'Administration

Dorcis Akpaglo Gaston, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Bureau du Personnel.

Tchecou Amavi Christophe, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Cercle de Lama-Kara.

Quaye Emmanuel, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au service des Finances.

Soumanou Sanya Emilie, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affectée au service des Finances.

Johnson Sébastien, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au service des Finances.

Adjalla Sébastien, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Cercle d'Atakpamé, en remplacement du Commis adjoint Messan Patient qui a reçu une autre affectation.

Moevi Jacob, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Cercle d'Anécho.

Anthony Joseph, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au service des Finances.

Honyiglo Benjamin, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au service du Trésor, en remplacement du Commis principal de 1<sup>re</sup> classe Ajavon Joseph, retraité.

Awlime Kodjo Jean, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Cercle de Lomé.

Amouzou Eugène, Commis d'Administration adjoint de 6<sup>e</sup> classe, affecté au Cercle de Lomé.

### II — Cadre Local des Infirmiers et Infirmières

Tchendo Elise, infirmière de 6<sup>e</sup> classe, affectée à Lama-Kara.

Gratien Véronique, infirmière de 6<sup>e</sup> classe, affectée à Lomé.

### III — Cadre Local des Infirmiers-Vétérinaires

Amadou Abdou, infirmier-vétérinaire de 6<sup>e</sup> classe, affecté à la Circonscription Elevage du Nord.

Yerima Philippe, infirmier-vétérinaire de 6<sup>e</sup> classe, affecté à Sokodé.

### IV. — Cadre Local des Moniteurs d'Agriculture

Amegan Isaaca, moniteur d'agriculture adjoint de 3<sup>e</sup> classe, affecté à la Ferme-Ecole de Glidji (Anécho), en remplacement du moniteur adjoint de 1<sup>re</sup> classe Akplogan Norbert, démissionnaire.

Les intéressés percevront, à compter de la date de leur nomination, la solde indiciaire afférente à leur classe.

### Nominations

Par décision n° 334 D/P. du :

27 mars 1952. — M. Lavalée Charles, Administrateur en Chef, 1<sup>er</sup> échelon, de la France d'outre-mer,

Commandant du Cercle d'Atakpamé, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, Chef de la Subdivision Administrative d'Atakpamé, en remplacement de M. Cornevin Robert, Administrateur 1<sup>er</sup> échelon, qui a reçu une autre affectation.

Par décision n° 342/D/P. du :

31 mars 1952. — M. Trottmann Claude, Ingénieur Stagiaire des Services de l'Agriculture en service à la Direction à Lomé, est nommé Chef du Secteur Palmeraie et chargé des fonctions de chef de Circonscription Agricole autonome de Tsévié avec résidence à Tsévié.

M. Dufour André, Directeur de la Ferme Ecole de Glidji conserve ses fonctions de Chef de Circonscription Agricole exclusivement pour le Cercle d'Anécho.

Par décision n° 377/D/F. du :

8 avril 1952. — M. Akue Pierre, Commis d'Administration Adjoint de 4<sup>e</sup> classe en service au Cercle de Lomé, est nommé Agent Intermédiaire de Lomé-Ville et Lomé-Subdivision.

M. Akue est également chargé de la gérance de la Caisse de menues dépenses créée par l'arrêté n° 323-52 du 8 avril 1952.

Le montant de cette caisse de menues dépenses est fixé à 300.000 (Trois cent mille francs) renouvelable par moitié.

Par décision n° 383/D/P. du :

9 avril 1952. — M. Guérin Edmond, Chef de Bureau de classe exceptionnelle après 8 ans d'Administration Générale d'Outre-Mer, en service au Bureau du Personnel, est nommé Chef dudit Bureau, en remplacement de M. Millelri Paul, Administrateur, 3<sup>e</sup> échelon, de la France d'Outre-Mer, appelé à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter du 9 avril 1952.

#### Titularisation

Par décision n° 347/D/P. du :

1<sup>er</sup> avril 1952. — M. Pussin Jean-Louis, Inspecteur principal de 1<sup>re</sup> classe après 3 ans du cadre général des Transmissions de la France d'Outre-Mer, Chef du Service des Postes et Télécommunications du Togo par intérim, est titularisé dans lesdites fonctions, en remplacement de M. Satonnet Hubert, Directeur des Transmissions, placé en expectative de mise à la retraite.

#### Affectations

Par décision n° 325/D/P. du :

26 mars 1952. — M. Legleu Gilbert, payeur de 3<sup>e</sup> classe, nouvellement désigné pour servir au Togo et arrivé à Lomé le 19 mars 1952, par le s/s Foucauld, est mis à la disposition du Trésorier-payeur.

Par décision n° 338/D/P. du :

29 mars 1952. — M. Fiadoga Nicolas, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, précédemment en service au Trésor, est mis à la disposition du Commandant du Cercle de Sokodé, en remplacement de M. Bilho Etienne, commis adjoint de 5<sup>e</sup> classe, affecté au service des finances à Lomé.

M. Fiadoga rejoindra son nouveau poste d'affectation dès l'expiration du congé dont il est actuellement titulaire.

Par décision n° 339/D/P. du :

29 mars 1952. — M. Drouyneau Marcel, mécanicien contractuel des Travaux Publics, nouvellement engagé pour le Territoire et arrivé à Lomé par avion du 27 mars 1952, est mis à la disposition du Directeur des Travaux Publics et des Transports du Togo.

Par décision n° 340/D/P. du :

29 mars 1952. — M. Tossa Akakpo Gilbert, ouvrier de 6<sup>e</sup> classe du cadre local secondaire des Travaux Publics du Togo, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Sud à Lomé, est mis à la disposition du Commandant du Cercle du Centre à Atakpamé.

Par décision n° 346/D/P. du :

31 mars 1952. — M. Baratequi Emmanuel, surveillant avant 18 mois du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Nord à Sokodé, est affecté à Lomé, en remplacement de M. Berthon Albert, chef surveillant principal après deux ans des Travaux Publics, en instance de départ en congé administratif.

Par décision n° 356/D/P. du :

4 avril 1952. — Madame Lima Félicienne, sage-femme africaine de 1<sup>re</sup> classe, de retour de congé et arrivée à Lomé le 26 mars 1952 par le paquebot Hoggar, est mise à la disposition du Directeur de la Santé publique à Lomé.

Par décision n° 378/D/P. du :

8 avril 1952. — M. Ako Michel, comptable principal après 36 mois du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo, Agent Intermédiaire de la Subdivision de Lomé et Secrétaire-Trésorier de la

S. I. P. de Lomé, est nommé agent spécial et dépositaire comptable à Anécho, en remplacement de M. Abaglo Cosme, commis d'administration principal, appelé à d'autres fonctions.

M. M. Abaglo Cosme, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, et Adjallé Michel, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, en service à l'Agence Intermédiaire de Lomé, sont mis à la disposition du chef du service des Finances à Lomé.

M. M. Messavoussou Moïse, commis d'administration principal de 1<sup>re</sup> classe, en service au Cercle de Lomé, Foly Joseph, commis d'administration principal de 2<sup>e</sup> classe, en service à l'Agence Intermédiaire de Lomé, Ajavon Frédéric, commis d'administration ordinaire de 1<sup>re</sup> classe et Akuesson Emmanuel, commis d'administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe tous deux du service des Finances, sont affectés au service du Trésor à Lomé.

Par décision n° 384/D/P. du :

9 avril 1952. — M. De Souza Léon, garde forestier de 1<sup>re</sup> classe, en service à Tabligbo (Cercle d'Anécho), est affecté à Palimé.

#### Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 278-52/P. du :

31 mars 1952. — Un rappel d'ancienneté de trois ans (temps légal) pour services militaires, est attribué, dans leur emploi actuel, aux agents ci-après désignés :

M. M. Yehouenon Tchékéli, agent de Police de 3<sup>e</sup> classe, en service à Palimé,  
Telekpli Jean, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe, en service à Lomé.

Par arrêté n° 317-52/D/P. du :

6 avril 1952. — Un rappel d'ancienneté de trois ans (temps légal) pour services militaires, est attribué dans son emploi actuel, au Brigadier-chef de Police du cadre local du Togo Adjevo Koussi Michel, en service à Palimé.

#### Disponibilité

Par décision n° 374/D/P. du :

7 avril 1952. — La décision n° 1030/DP du 28 décembre 1951, plaçant M<sup>me</sup> Villedon De Naide Etienne, institutrice de 4<sup>e</sup> classe du cadre local supérieur de l'enseignement primaire du Togo, dans la position de disponibilité sans traitement, pour une période d'un an, à compter du 15 octobre 1951, est et demeure rapportée.

#### Congés

Par décision n° 331/D/P. du :

27 mars 1952. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Nice (Alpes Maritimes), est accordé à M. Barma Victor, Administrateur-adjoint, 3<sup>e</sup> échelon de la France d'Outre-Mer (indice métro 375) qui compte 26 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie aérienne, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), lui est en outre délivré sur l'avion de la Compagnie « Aéro-Africaine » attendu à Lomé le 12 avril 1952.

Par décision n° 332/D/P. du :

27 mars 1952. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Rodez (Aveyron), 3 Rue d'Armagnac, est accordé à M. Neyrolles Roger, Administrateur-adjoint, 3<sup>e</sup> échelon de la France d'Outre-Mer (indice métro 375) qui compte 26 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 1<sup>re</sup> classe (Groupe II), de Lomé à Marseille, lui est en outre délivré sur le paquebot « Banfora » attendu à Lomé vers le 13 avril 1952.

Par décision n° 344/D/P. du :

31 mars 1952. — Un congé administratif de six mois pour en jouir à Cornéilles-en-Parisis, 28 Rue Léopold Mourrier, est accordé à M. Chalono René, aide-conducteur de 1<sup>re</sup> classe des Travaux agricoles et forestiers du Togo (indice local 469) qui compte 24 mois et 14 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie aérienne, en 2<sup>e</sup> classe (Groupe III), lui est en outre délivré sur l'avion de la Compagnie « Aéro-Africaine » attendu à Lomé le 12 avril 1952.

Par décision n° 353/D/P. du :

4 avril 1952. — Un congé de fin de contrat de huit mois pour en jouir à 30 Rue Charcot Bois Colombes (Seine), est accordé à Jollain André, chef ouvrier d'art principal après 2 ans contractuel des travaux publics (indice local 704) qui compte 32 mois et 3 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie aérienne, en 2<sup>e</sup> classe (Groupe III), de Lomé à Paris, lui est en outre délivré sur l'avion de la Compagnie « Air-France » attendu à Lomé le 17 avril 1952.

Par décision n° 354/D/P. du :

4 avril 1952. — Un congé de fin de contrat de six mois pour en jouir à Paris (19<sup>e</sup>) 192 Rue de Crimée, est accordé à M. Tourtzevitch Léon, chef surveillant principal avant 2 ans des travaux publics contractuel (indice local 659) qui compte 24 mois et 21 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie maritime, en 2<sup>e</sup> classe (Groupe III) lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et à ses trois enfants respectivement âgés de 5, 4 et 3 ans, sur le paquebot « Général Leclerc » attendu à Lomé vers le 17 avril 1952.

Par décision n° 355/D/P. du :

4 avril 1952. — Un congé de fin de contrat de six mois pour en jouir à Sceaux-sur-Huisne (Sarthe), est accordé à M. Cauchois Georges, chef mécanicien de 1<sup>re</sup> classe contractuel des Chemins de Fer du Togo qui compte 24 mois et 2 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France par voie aérienne, en 2<sup>e</sup> classe, (Groupe III), de Lomé à Paris, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme et ses deux enfants respectivement âgés de 15 et 11 ans, sur l'avion de la Compagnie « Air-France » attendu à Lomé le 14 avril 1952.

#### **Congé hors cadres**

Par arrêté n° 322-52/P. du :

7 avril 1952. — M<sup>me</sup> Villedon De Naide Etienne (née Segondy), institutrice de 4<sup>e</sup> classe du cadre local supérieur de l'Enseignement primaire du Togo, est placée, sur sa demande, pour une période de deux (2) ans, dans la position de congé hors cadres, pour servir au Dahomey.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 15 octobre 1951.

#### **Détachement provisoire**

Par décision n° 348/D/P. du :

2 avril 1952. — L'aide-météorologiste adjoint de 6<sup>e</sup> classe Gbaguidi Martin est détaché provisoirement à la Station Météorologique de Sokodé, pendant la durée de l'absence de l'aide-météorologiste Sileté Jean, titulaire d'un congé de 90 jours.

M. Gbaguidi Martin aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

L'intéressé reprendra son service à Lomé à l'expiration de la permission accordée à l'aide-météorologiste Sileté.

#### **Suspension de fonctions**

Par arrêté n° 288-52/P. du :

4 avril 1952. — L'arrêté n° 665-51/P. du 19 septembre 1951, suspendant de ses fonctions M. Bossou Joseph, planton principal de 1<sup>re</sup> classe du cadre local du Togo, est et demeure rapporté.

#### **Sanction disciplinaire**

Par décision n° 322/D/P. du :

24 mars 1952. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Esso Gblao, moniteur ordinaire hors classe d'Agriculture, en service à Sokodé, pour absence irrégulière et mentions inexactes portées sur ses feuilles de déplacement qui lui permettaient de percevoir des indemnités auxquelles il ne pouvait prétendre.

#### **Forces de police**

Par arrêté n° 273-52/CGC du :

28 mars 1952. — Sont engagés comme stagiaires dans le Corps des gardes cercles du Territoire à compter du 1<sup>er</sup> mars 1952 et affectés le dit jour au dépôt des gardes de Lomé, les volontaires dont les noms suivent :

Sogbossikpé Kakpo	Badekema Barba
Ahote N'Guissan	Bawa Kagnao
Bakedougoua	Yoma Koya
Bode Hodonou	Kodje Panou
Bawila Paul	Solani Alphonse

Le garde de 2<sup>e</sup> classe Djobo Idrissou n° M<sup>le</sup> 1757 du dépôt des gardes, est licencié pour mauvaise manière habituelle de servir et rayé des contrôles actifs du Corps des gardes cercles du Territoire pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1952.

La gratuité du transport lui est accordée pour rejoindre ses foyers avec sa famille.

#### **DIVERS**

##### **Agence spéciale**

Par décision n° 341/D/F. du :

31 mars 1952. — Pendant l'absence du titulaire M. Jacques Anthony, évacué sur Lomé pour soins médicaux, M. Terrac, chef de Bureau de l'Administration Générale, cumulera avec ses fonctions actuelles celles de l'Agence Spéciale de la Subdivision Administrative de Mango.

##### **Avance**

Par arrêté n° 326-52/F. du :

9 avril 1952. — Une avance de cent mille francs (100.000 frs) est mise à la disposition du Service de l'Enseignement en vue d'assurer le paiement des menues dépenses du mouvement des Eclaireurs de France, notamment les frais occasionnés par le camp de chefs de patrouilles d'Atakpamé.

La gérance de cette avance sera assurée par le Comis d'Administration adjoint Malm Emmanuel, en service à la direction du Service de l'Enseignement.

M. Malm devra justifier dans les formes réglementaires l'avance mise à sa disposition.

L'avance ainsi accordée est imputable au Chapitre 18 — Article 1 — Paragraphe 11 du budget local du Togo — Exercice 1952 (œuvres post-scolaires).

### Commandement indigène

Par arrêté n° 318-52/AP. du :

6 avril 1952. — Est reconnue la désignation faite conformément aux règles coutumières de M. Lamboni Nabour, comme chef de canton de Nandoga, Subdivision de Dapango — Cercle de Mango, en remplacement de Lamboni Kong, décédé.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 21 mars 1952.

### Commissions

Par arrêté n° 281-52/AP. du :

2 avril 1952. — Est modifié comme suit l'article premier de l'arrêté n° 263-52/AP du 21 mars 1952;

*Au lieu de :*

M. Herson, Agent des Ets. R. Eychenne

*Lire :*

M. Schneider, Agent de la C.I.C.A.

Le reste sans changement.

Par décision n° 329-D/P. du :

27 mars 1952. — La Commission de la surveillance des épreuves du troisième et dernier examen professionnel pour l'accès dans le cadre local des Commis d'Administration du Togo, qui aura lieu à Lomé (Ecole de la Route d'Anécho) le 7 avril 1952, est composée comme suit :

#### Président

M. Giard, Administrateur de la France d'Outre-Mer.

#### Membres

M.M. Puechavy, Rédacteur de l'Administration Générale d'Outre-Mer

Dweggah Joseph, Commis d'Administration Ppal de 1<sup>re</sup> classe

Koué Herman, Commis d'Administration Ppal de 1<sup>re</sup> classe

Bandeira James, Commis d'Administration Ppal de 1<sup>re</sup> classe

A l'issue des épreuves les devoirs sont immédiatement placés sous enveloppes cachetées et adressées au Commissaire de la République (Bureau du Personnel).

La Commission Centrale chargée de la correction des épreuves du troisième et dernier examen professionnel pour l'accès dans le cadre local des Commis d'Administration du Togo est composée comme suit :

#### Président :

M. Menard, Administrateur en Chef de la F.O.M.

#### Membres :

M.M. Guiot, Chef du Service des Finances

Guerin, Chef du Bureau du Personnel

Degboe Alphonse, Commis d'Administration Ppal de 1<sup>re</sup> classe.

Le Président de la Commission de correction des épreuves devra faire parvenir le procès-verbal de l'examen avec les compositions des candidats au Commissaire de la République (Bureau du Personnel) avant le 30 avril 1952.

### Domaines

#### Terrains domaniaux

Par arrêté n° 296-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Il est accordé à M. Marty un délai supplémentaire de un an expirant le 21 février 1953 pour la mise en valeur du terrain faisant l'objet du titre foncier n° 1095 du Territoire du Togo.

Par arrêté n° 297-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Il est accordé à M. Guy Castaing un délai supplémentaire de un an expirant le 21 février 1953 pour la mise en valeur du terrain faisant l'objet du titre foncier n° 1097 du Territoire du Togo.

Par arrêté n° 298-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Le lot n° 10 ayant une contenance de 6 ares 06 cas. et dépendant du lotissement de la parcelle 299/99, feuille 3 de Lomé, objet du Titre Foncier n° 580 de Lomé, est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Urbain Amegnigah, Aide-Médecin, précédemment en service à Bassari, mais actuellement à Tsévié.

Par arrêté n° 299-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Le titre foncier n° 426 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Akakpo Daniel Gbedevi, employé de commerce à Lomé.

Par arrêté n° 300-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Le Titre Foncier n° 33 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Vincent Felibo, Négociant, propriétaire Dahomey-Togo.

Par arrêté n° 301-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Le Titre Foncier n° 423 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à la dame Dotey Adjatoughé, revendeuse à Lomé.



Par arrêté n° 302-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Les Titres Fonciers n°s 1.170 et 1249 du Territoire du Togo sont attribués à titre définitif et en toute propriété au Conseil d'Administration de la Mission Evangélique du Togo à Lomé.

Par arrêté n° 303-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Le Titre Foncier n° 142 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Gbeblewu Magnon, demeurant à Lomé.

Par arrêté n° 304-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à « The United Africa Company LTD » (U.A.C.) d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango Cercle de Mango constituant le lot n° 1 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de onze mille trois cent soixante quinze francs.

Par arrêté n° 305-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Oumorou Yandja, commerçant à Korbongou, d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 2 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo, aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt-cinq mille francs.

Par arrêté n° 306-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à la société commerciale et industrielle de la Côte d'Afrique (CICA) d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 3 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de vingt-sept mille francs.

Par arrêté n° 307-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Unicomer Elablissemments R. Eyehenne d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 4 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente mille francs.

Par arrêté n° 308-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à la société Générale du Golfe de Guinée (S.G.G.G.) d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 5 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente-et-un mille francs.

Par arrêté n° 309-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Agordomeh James, gérant de Maison de commerce à Dapango d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 6 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de neuf mille francs.

Par arrêté n° 310-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Sampson Fiayoo, gérant de maison de Commerce à Mango d'un terrain domanial de la contenance de 8 ares 75 centiares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 7 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente-deux mille francs.

Par arrêté n° 311-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à la Société Commerciale de l'Ouest Africain (S.C.O.A.) d'un terrain domanial de la contenance de 10 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 8 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente-six mille francs.

Par arrêté n° 312-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Sam Fiawoo, commerçant à Mango d'un terrain domanial de la contenance de 10 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 9 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente-et-un mille francs.

Par arrêté n° 313-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à la Société Comptoir Franco Africain de Commerce (COFAC) d'un terrain domanial de la contenance de 10 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 10 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de trente cinq mille cent francs.

Par arrêté n° 314-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Fabian Mablé, employé de commerce à Sokodé d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 11 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de neuf mille trois cents francs.

Par arrêté n° 315-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Ameganvi Gérard, employé de Commerce à Sokodé d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 13 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de neuf mille cinq cents francs.

Par arrêté n° 316-52/Dom. du :

4 avril 1952. — Est approuvée l'attribution provisoire à Monsieur Kheir Michel, commerçant à Lomé d'un terrain domanial de la contenance de 9 ares sis à Dapango, Cercle de Mango constituant le lot n° 12 du terrain immatriculé au Livre-Foncier du Territoire du Togo Vol. VIII n° 1499 aux conditions stipulées dans le Cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de neuf mille deux cents francs.

### Enseignement

Par décision n° 373/D/E. du :

6 avril 1952. — Les fonctionnaires dont les noms suivent, Professeurs ou Chargés de cours au Collège Classique de Lomé ou au Collège Moderne et Technique de Sokodé ou à l'Ecole Normale d'Atakpamé, percevront des indemnités pour heures de cours de spécialités conformément aux taux prévus à l'arrêté n° 355-50/E du 2 mai 1950 et aux catégories désignées ci-après :

*Taux Professeurs licenciés certifiés — Cadre Normal — 18 heures*

M.M. Lassere Félix, Professeur licencié, Collège de Sokodé

Vincent Jacques, Professeur licencié au Collège de Lomé

Albaret Jacques, Professeur licencié au Collège de Lomé

Lebled Paul, Professeur licencié au Collège de Lomé

*Taux Chargés d'Enseignement — Cadre Normal — 18 heures*

M. Pelle Arsène, Chargé d'Enseignement à l'Ecole Normale d'Atakpamé.

*Taux Adjoints d'Enseignement — Cadre Normal — 18 heures*

M.M. Maubisson Edouard, Professeur licencié au Collège de Lomé

Martin Roger, Professeur licencié au Collège de Lomé

Mmes Boitelle Edith, Professeur licencié au Collège de Lomé

Lasserre, Professeur chargé de cours au Collège de Sokodé

M. Lassey Faustin, Professeur auxiliaire au Collège de Sokodé.

*Taux Professeur adjoint — Cadre Normal — 18 heures*

M. Favry Gustave, Professeur Technique adjoint au Collège de Sokodé.

*Taux Instituteurs — 18 heures*

M.M. Blandin Jacques, Instituteur chargé de cours au Collège de Sokodé.

Montcourrier Jacques, Instituteur chargé de cours au Collège de Sokodé.

Jouanno Pierre, Instituteur chargé de cours à l'Ecole Normale d'Atakpamé.

*Taux Instituteurs du Cadre Local Supérieur (hiérarchie transitoire) et assimilés*

M.M. Ekue Martin, Instituteur de la hiérarchie transitoire chargé de cours à l'E.N. Atakpamé.

Boehm Chrysostome, Instituteur retraité, chargé de cours au Collège de Lomé.

Tossonkpe Albert, Cis. d'Administration, chargé de cours au Collège de Lomé.

Ces indemnités sont payables par trimestre sur le vu d'un certificat de travail effectué, certifié conforme par la direction de l'Enseignement.

Les indemnités dues au personnel chargé des Cours d'Education Physique seront imputées au Chapitre XII — 7 — 2 :

M.M. Montcourrier Jacques, Collège de Sokodé

Tossonkpe Albert, Collège de Lomé

Ekue Martin, Ecole Normale d'Atakpamé

### Examens professionnels

Par décision n° 370/D/P. du :

6 avril 1952. — M. Casanova Gerard, agent contractuel des chemins de fer du Togo, est autorisé à subir les épreuves de l'examen prévu par l'arrêté n° 474/P. du 20 juin 1946, en vue de son accès au grade de surveillant stagiaire de la voie (Echelle 3) du cadre secondaire des chemins de fer.

**ADDITIF à la décision n° 313-D/P. du 22 mars 1952 arrêtant la liste des agents auxiliaires et journaliers autorisés à se présenter au troisième examen professionnel en vue de leur intégration dans les cadres locaux du Territoire.**

a) *Commis d'Administration*

Centre de Sokodé

après : N'Guissan K. François n° 6

ajouter : Messan K. Jean Baptiste n° 7 Sokodé

b) *Chemins de fer & wharf*

après : Mensah Paul n° 46

ajouter : Djokoto Cornelius n° 47 Voie

c) *Travaux publics Nord*

Centre de Sokodé

*Chefs d'Equipe (Surveillant de Route)*

après : Touleassi Elias n° 2

ajouter : Alfa Wissay n° 3 Lama-Kara

*Maçons*

après : Kombate Antoine n° 4

ajouter : Adandé Jean n° 5 Lama-Kara

*Menuisiers — Charpentiers — Peintres*

après : Oumate Soukoulimpo n° 9

ajouter : Tchedre Addi Thomas n° 10 Lama-Kara

Meleing Joseph n° 11 Lama-Kara

Falade Sylvestre n° 12 Lama-Kara

**ADDITIF à la décision n° 313-D/P. du 22 mars 1952 arrêtant la liste des agents auxiliaires et journaliers autorisés à se présenter au troisième examen professionnel en vue de leur intégration dans les cadres locaux.**

a/ — TRAVAUX PUBLICS — (Sud)

(*Chauffeurs*)

Après : Houngbo Jean n° 13

Ajouter : Bruce Justin n° 14 (Garage)

b/ — TRAVAUX PUBLICS — (Nord)

(*Forgerons-ajusteurs*)

Après : Tiem Séidou n° 1

Ajouter : Messan Désiré n° 2 — Lama-Kara

**Frais de passage**

Par décision n° 368/D/F. du :

5 avril 1952. — Est accordé à M. Sidibe Destephen, vétérinaire africain de première classe en service à Dapango, le remboursement des frais de passage de son fils Marcel Sidibe, pour le voyage Lomé-Paris, par voie aérienne le 18 juillet 1951 et s'élevant à la somme de vingt-cinq mille cinq cents francs africains (25.500 frs CFA).

La dépense est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre XXII — article 5 — paragraphe 2 (A).

**Frais funéraires**

Par décision n° 328/D/F. du :

27 mars 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 frs.) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Georges-Moise Amegah survenu à Lomé le 8 mars 1952, est accordé à M. Amegah Nicodème commis d'Administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe en service au service des finances à Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre VI — article 4 — paragraphe 4B.

Par décision n° 366/D/F. du :

5 avril 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 frs.) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de sa fille Irène Vasty Akuavi survenu à Lomé le 4 janvier 1952, est accordé à Monsieur Segbor Céphas aide-météorologiste-adjt. de 5<sup>e</sup> classe en service à Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre XIX — article 2 — Paragraphe 2.

Par décision n° 367/D/F. du :

5 avril 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 frs.) à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Kpetsu Gladstone Seth, survenu à Kpadapé le 29 janvier 1952, est accordé à M. Kpetsu Emmanuel instituteur adjoint de 6<sup>e</sup> classe, directeur de l'Ecole Officielle de Kpadapé.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre XVII — article 3 — paragraphe 2.

Par décision n° 385/D/F. du :

9 avril 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs), à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Lucas Carlos, survenu le 15 mars 1952 à Anécho, est accordé à M. de Souza Théodore, commis d'Administration principal, de 3<sup>e</sup> classe, en service au bureau des finances à Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget local du Togo — exercice 1952 — chapitre VI — article 4 — paragraphe 4B.

Par décision n° 386/D/F. du :

9 avril 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 francs), à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de sa fille

Dora Dédé survenu à Lomé le 26 mars 1952, est accordé à M. Koueviakoe John — James, commis d'Administration adjoint de 5<sup>e</sup> classe, en service au bureau du matériel à Lomé.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre VI — article 4 — paragraphe 4B.

Par décision n° 387/D/F. du :

9 avril 1952. — Le remboursement d'une somme de cinq mille francs (5.000 frs.), à titre de frais funéraires supportés à l'occasion du décès de son fils Victor Michel survenu le 11 janvier 1952 à Anécho, est accordé à M. Assogbavi Honorat assistant de police en service à Anécho.

La dépense est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre VI — article 9 — paragraphe 2.

### Gratifications

Par décision n° 337/D/CGC. du :

28 mars 1952. — Les gratifications suivantes sont accordées aux gradés et gardes dont les noms suivent ayant fait preuve de belles qualités de dévouement et de discipline au cours d'un service des plus délicats.

#### Gratification de 1.000 francs

Togbe Michel, adjudant, M<sup>le</sup> 1483, du peloton de Klouto

#### Gratification de 500 francs

Ali Maloua, brigadier 2<sup>e</sup> cl. M<sup>le</sup> 1733, du peloton de Klouto

Kpade Gazozo, garde 1<sup>re</sup> cl. M<sup>le</sup> 1394, du peloton de Klouto

Nassoucou Kotobando, G. 2<sup>e</sup> cl. M<sup>le</sup> 1689, du peloton de Klouto

### Indemnités

Par arrêté n° 280-52/P. du :

31 mars 1952. — Il est accordé à M. Zinson Bernard, admis après concours en qualité d'agent de police stagiaire du cadre local du Togo, dont la rémunération globale est inférieure à celle qu'il percevait en tant que brigadier de 2<sup>e</sup> classe du corps des gardes de cercle, une indemnité compensatrice annuelle de seize mille cent vingt huit (16.128 frs.).

M. Zinsou continuera à bénéficier de l'indemnité compensatrice fixée ci-dessus, jusqu'à ce que par le jeu normal de l'avancement ou par suite d'une révalorisation générale des traitements, il puisse bénéficier d'une solde égale ou supérieure à celle qu'il percevait dans le grade de brigadier de 2<sup>e</sup> classe du corps des gardes-cercle du Togo.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> février 1952.

Par décision n° 349/D/P. du :

2 avril 1952. — Les indemnités dont le montant est indiqué ci-après sont accordées au titre de l'année 1952 aux ingénieurs du cadre colonial des travaux météorologiques dont les noms suivent :

Navarro Jean . . . . .	20.000 francs
Duparc Emile . . . . .	16.000 francs

Ces indemnités seront payées trimestriellement en monnaie locale selon les règles de conversion et correction applicables au traitement de base.

Par décision n° 350/D/F. du :

2 avril 1952. — Les indemnités pour travaux supplémentaires dont le taux mensuel est indiqué ci-après sont attribuées au titre de l'année 1952 aux aides-météorologistes du cadre local dont les noms suivent :

#### 825 francs par mois

Mensah Clément aide-météo adjt. de 3<sup>e</sup> cl.  
Maboudou Bernard, aide-météo adjt. de 4<sup>e</sup> cl.  
de Souza Cosme, aide-météo adjt. de 4<sup>e</sup> cl.  
Messan Anani Jean, aide-météo adjt. de 4<sup>e</sup> cl.  
Olohou Faustin, aide-météo adjt. de 4<sup>e</sup> cl.

#### 700 francs par mois

Byll Benjamin, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Lawson Antoine, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Gnanih Roger, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
N'Sougan Gabriel, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Gaba Clément, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Loko Sébastien, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Segbor Céphas, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Amegavie Emma, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Placktor Nestor, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Ayih Emmanuel, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Tomegah Jacob, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Bruce Henri, aide-météo adjt. de 5<sup>e</sup> cl.  
Sileté Jean, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Bartel Françoise, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Wilson Robert, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Kowu Polycarpe, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Adossama Pierre, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
d'Almeida Innocent, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Gbaguidi Martin, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Dossou Florentin, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Bellow Samuel, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Mensah Michel, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.  
Pindra Laniwarou, aide-météo adjt. de 6<sup>e</sup> cl.

Ces indemnités sont payables trimestriellement à terme échu, sur certificat de service fait, proportionnellement à la durée des fonctions remplies.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1952.

### Interdictions de séjour

Par arrêté n° 286-52/SG. du :

3 avril 1952. — Le séjour dans le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France est interdit

pendant une durée de cinq ans pour compter du 18 juin 1952, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Bané Bourai, détenu à la prison de Sokodé, âgé de 31 ans environ, né vers 1921 à Bari (Dahomey) fils des fens Bourai et de Alimatou, célibataire, sans enfant, sans domicile fixe, déjà condamné, de nouveau condamné pour vol et vagabondage à huit mois de prison, *cinq ans d'interdiction de séjour*, frais solidaires de 302 francs c. p. c. minimum, par jugement en date du 18 octobre 1951 du Tribunal Correctionnel de Sokodé.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

Par arrêté n° 320-52/SG. du :

6 avril 1952. — Le séjour sur tout le Territoire du Togo placé sous la tutelle de la France à l'exception du Cercle d'Anécho est interdit pendant une durée de cinq ans pour compter du 18 avril 1952, au nommé Sossou Afanou dit Aouliga, détenu à la prison d'Anécho (Cercle d'Anécho) âgé de 35 ans environ, né vers 1917 à Aklakou (Cercle d'Anécho) et y demeurant, fils de feu Sossou Tchahouin et de feu Dédé, marié, sans enfant, F. D. 11.111/21.222, condamné à deux ans de prison, 15.000 francs de dommages-intérêts et *cinq ans d'interdiction de séjour* pour vol, par jugement du 5 août 1950 du Tribunal Correctionnel d'Anécho.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux prescriptions de l'article 45 du Code Pénal.

#### Justice

Par arrêté n° 327-52/AP. du :

9 avril 1952. — Le bureau d'assistance judiciaire est ainsi composé, pour l'année 1952 :

- 1° — du Chef du service des Domaines;
- 2° — du Chef du service des Affaires Politiques, délégué du Secrétaire Général;
- 3° — de M.M. Azémard Pierre, Agent de la S. G. G. à Lomé,  
Adjallé Joseph, Chef de canton d'Amoulié  
et Maître Santos, Avocat-défenseur à Lomé,

désignés par délibération du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé.

Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la Mairie et aux bureaux des P. T. T. de Lomé.

Par arrêté n° 382-52/AP. du :

9 avril 1952. — M. Le Bellec Yves, Administrateur de la France d'Outre-Mer, Chef de la Subdivision de l'Akposso-Plateau est nommé Président du Tribunal de premier degré de la Subdivision d'Atakpamé,

en remplacement de M. Cornevin Robert, Administrateur de la France d'Outre-Mer, appelé à d'autres fonctions.

#### Libérations conditionnelles

Par arrêté n° 291-52/SG. du :

4 avril 1952. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Sossou Afanou dit Aouliga, détenu à la prison d'Anécho (Cercle d'Anécho), âgé de 35 ans environ, né vers 1917 à Aklakou (Cercle d'Anécho) et y demeurant, fils de feu Sossou Tchahouin et de feu Dédé, marié, sans enfant, F. D. 11.111/21.222, condamné à deux ans de prison, 15.000 francs de dommages-intérêts et cinq ans d'interdiction de séjour pour vol, par jugement du 5 août 1950 du tribunal correctionnel d'Anécho.

Par arrêté n° 319-52/SG. du :

6 avril 1952. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Tossou Kouassi François, détenu à la prison d'Atakpamé (Cercle du dit) âgé de 28 ans environ, né vers 1924 à Ouidah (Dahomey), fils de Tossou et de Adjoavi, marié, un enfant, cuisinier demeurant à Atakpamé, condamné a) le 2 juin 1944 par le Tribunal de premier degré d'Atakpamé à un an de prison pour escroquerie; b) le 13 novembre 1946 par la Justice de Paix à compétence restreinte d'Atakpamé à quatre ans de prison, dix mille francs d'amende et à la restitution d'une somme de 285 francs pour escroquerie; c) le 29 avril 1948 par la Justice de Paix à compétence restreinte d'Atakpamé à cinq ans de prison pour vol et complicité.

#### Prison

Par décision n° 351/D/SG. du :

3 avril 1952. — L'Assistant de police adjoint de 6<sup>e</sup> classe Houédakor François, en service à Anécho, est nommé surveillant-chef de la prison d'Anécho, en remplacement de l'Assistant de police adjoint de 6<sup>e</sup> classe Assogbavi Honorat.

#### Recherches minières

Par arrêté n° 295-52/TP. du :

4 avril 1952. — Une autorisation personnelle de recherches minières pour les substances classées dans la première catégorie et valable dans toute l'étendue du Territoire est accordée à la Société de Recherches et d'Exploitation Minière en Afrique Centrale (SOREMAC).

La durée de validité de cette autorisation est fixée à un an à compter de la date de la signature du présent arrêté.

**Réquisition de passage**

Par décision n° 333/D/P. du :

27 mars 1952. — Une réquisition de passage de retour en France, par anticipation, par voie aérienne, en 1<sup>re</sup> classe, de Lomé à Paris, est accordée, sur l'avion de la Compagnie « Air-France » quittant Lomé le 24 avril 1952, à Madame Terrac, épouse d'un chef de bureau de 1<sup>re</sup> classe après 3 ans d'Administration Générale d'Outre-Mer (indice métré 370 — Groupe II), se rendant à Raincy 4 Allée du Château d'Eau (Seine-et-Oise).

**Santé**

Par arrêté n° 277-52/P. du :

29 mars 1952. — Les épreuves de l'examen professionnel prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 989-49/P. du 18 décembre 1949 pour l'intégration dans les cadres africains du Togo des infirmiers et infirmières, sont fixées en Annexe.

Les épreuves auront lieu à Lomé le 7 avril 1952.

Les épreuves (orales et pratiques) sont choisies par le Président de la Commission d'examen prévue à l'article 5 ci-dessous.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Elles sont affectées des coefficients fixés en annexe.

La Commission chargée de la surveillance et de la correction des épreuves se compose comme suit :

M.M. Le Pharmacien Commandant Giboin	<i>Président</i>
Le Médecin Capitaine Joncour	} <i>Membres</i>
Le Méd. Afric. Ppal. de 1 <sup>re</sup> cl. Coco	
Hospice	
Le Méd. Afric. Ppal. de 2 <sup>e</sup> cl. Wilson	
Robert	

**ANNEXE**

*concernant les examens professionnels pour l'intégration des infirmiers auxiliaires et journaliers dans les cadres locaux africains.*

Nature et horaires des épreuves

Centre d'examen : Hôpital de Lomé.

Date et heures : 7 avril 1952 — 9 h. du matin.

**Epreuves pratiques**

Bactériologie — Coefficient : 2

Pelite chirurgie — Coefficient : 4

Pharmacie — Coefficient : 2

**Epreuves orales**

Technique des soins courants aux malades — Coefficient : 3

Matériel médico-chirurgical — Coefficient : 1

Antisepsie stérilisation et désinfection — Coefficient : 2

Notions élémentaires de pharmacie et Laboratoire — Coefficient : 1

10 minutes, environ, seront réservées à chaque épreuve, pratique et orale.

Ces épreuves sont notées de 0 à 20.

**Secours**

Par arrêté n° 272-52/F. du :

27 mars 1952. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 615-49/F du 30 juillet 1949 renouvelant le secours temporaire attribué à Madame Regine Adjevi est ainsi modifié :

« Est porté à vingt mille francs (20.000 frs.) par an à compter du 1<sup>er</sup> août 1951 le secours temporaire attribué suivant arrêté n° 619/F du 20 août 1946 à Madame Regine Adjevi demeurant à Lomé, veuve de l'ex-commis d'Administration principal de 3<sup>e</sup> classe, Symphorien Adjevi, décédé à Lomé le 11 juillet 1946 et qui totalisait à cette date 17 ans et 12 jours de service.

Ce secours est payable trimestriellement et à terme échu. ».

La dépense correspondante est imputable au budget local du Togo.

Par décision n° 376/D/F. du :

8 avril 1952. — Un secours éventuel de vingt mille francs (20.000 frs) non renouvelable, est accordé à M. Ayikoé Mathias, bijoutier à Atakpanié.

La dépense correspondante est imputable au budget local — exercice 1952 — chapitre XXII — Article 3 — paragraphe 1.

**Stage de formation musicale à l'Ecole Supérieure de musique à Paris**

Par arrêté n° 269-52/F. du :

25 mars 1952. — L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 730/P. du 19 septembre 1948 est complété ainsi qu'il suit :

« 3. — Aux majorations familiales de zone et de cherté de vie, telles qu'elles sont fixées par les textes « en vigueur, le tout payable en francs C.F.A. ».

**Subventions**

Par décision n° 364/D/F. du :

5 avril 1952. — Pour le mois de mars 1952, une subvention de 639.600 francs (six cent trente neuf mille six cents francs) est accordée aux établissements scolaires des Mission Evangélique et Méthodiste du Togo, afin de contribuer à couvrir leurs dépenses de personnel, de matériel, d'outillage, d'enseignement professionnel, manuel, agricole et de fournitures scolaires.

Par décision n° 365/D/F. du :

5 avril 1952. — Pour le deuxième trimestre de l'année scolaire 1951-1952, une subvention de 55.732



francs (cinquante cinq mille sept cent trente deux francs) est accordée à la Mission Evangélique du Togo pour servir de paiement d'allocations scolaires des boursiers du Cours Complémentaire de la Mission Evangélique de Lomé.

### **Trésor**

Par décision n° 345/D/P. du :

31 mars 1952. — M. Guiot Marcel, chef de bureau de classe exceptionnelle d'Administration générale d'outre-mer, chef du service des finances, procédera en qualité de délégué du Commissaire de la République Française au Togo, à la vérification de Caisse et des écritures de la Trésorerie du Togo et à la remise de service à la date du 31 mars 1952 au soir de M. Coulomb, trésorier-payeur par intérim à M. Dairic Jean Charles, trésorier-payeur titulaire du Togo.

Un procès-verbal de ces opérations sera établi en sextuple expédition.

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

### **AVIS ET COMMUNICATIONS**

#### **Office des changes**

*AVIS N° 187 relatif à la levée du blocage monétaire concernant certains avoirs français en Tchécoslovaquie.*

Le paragraphe III de l'instruction n° 94 qui avait été diffusée aux Intermédiaires agréés le 18 septembre 1946 avait indiqué à ces intermédiaires que, sous réserve de la possibilité de transférer certaines catégories de créances, les avoirs existant en Tchécoslovaquie aux noms de résidents de la zone franc avaient été bloqués par les autorités tchécoslovaques et que le déblocage des comptes bancaires et des titres interviendrait ultérieurement.

Au sujet du déblocage des avoirs liquides, les précisions suivantes peuvent actuellement être données.

#### **I — Désignation des avoirs débloqués**

Les avoirs liquides existant en Tchécoslovaquie aux noms des personnes résidant dans la zone franc sont libérés du blocage monétaire interne existant dans ce pays, dans la mesure où ils ont été constitués par des versements effectués en règlement de créances figurant parmi les paiements courants dont le transfert est autorisé entre la Tchécoslovaquie et la zone franc. Pratiquement, il ne semble pas que ce transfert doive être refusé lorsque les avoirs en couronnes tchécoslovaques ne proviendraient pas de la réalisation d'un capital effectuée après la mise en vigueur du contrôle des changes en Tchécoslovaquie.

D'autre part les autorités tchécoslovaques ont accepté de rendre applicables aux personnes résidant

dans la zone franc (ainsi qu'aux ressortissants français domiciliés en Tchécoslovaquie) les dispositions contenues dans l'article 14 alinéa 1<sup>er</sup>, du décret-loi tchécoslovaque 91-45 du 19 octobre 1945 permettant des déblocages exceptionnels dans des cas dûment motivés.

#### **II — Formalités incombant aux possesseurs des avoirs**

En principe, les possesseurs de ces avoirs n'ont aucune formalité particulière à accomplir. Il leur suffit de demander aux dépositaires des fonds leur accord au sujet du déblocage. Les justifications ne devraient être fournies que si les intéressés réclamaient l'application de l'article 14 visé ci-dessus du décret-loi tchécoslovaque 91-45.

C'est seulement en cas de difficultés que l'office local des changes devrait être saisi.

#### **III. — Utilisation des avoirs débloqués**

Au regard de la réglementation tchécoslovaque les avoirs en couronnes débloqués, qui appartiennent à des français résidant dans la zone franc peuvent être librement utilisés, soit à des transferts entre personnes résidant dans cette zone, soit à des paiements au profit de personnes résidant en Tchécoslovaquie, soit éventuellement, avec le consentement des parties intéressées, à des paiements au bénéfice de résidents de pays tiers.

Mais il est rappelé qu'en application de la législation française des changes, tout acte de disposition sur les avoirs français à l'étranger reste soumis à une autorisation préalable de l'office local des changes.

Des indications qui précèdent, il résulte notamment que les personnes résidant dans la zone franc peuvent rapatrier leurs avoirs débloqués en couronnes tchécoslovaques par l'intermédiaire du compte en couronnes ouvert à la Banque de France par la Banque nationale de Tchécoslovaquie.

En conséquence, dans la mesure où, par suite du blocage de leurs avoirs en couronnes, des personnes résidant dans la zone franc n'auraient pas encore effectué les rapatriements prescrits par la réglementation française des changes, il leur appartiendrait d'effectuer ces rapatriements sans nouveau délai.

#### **IV — Cas particuliers**

##### **A — Dispositions relatives aux avoirs des rapatriés**

Les ressortissants français qui ont quitté postérieurement au 9 mai 1945 où quittent définitivement la Tchécoslovaquie pour fixer leur résidence dans la zone franc, sont autorisés à transférer une somme en couronnes tchécoslovaques égale à la contreva leur en franc de celle que peuvent transférer les ressortissants tchécoslovaques quittant définitivement la zone franc pour fixer leur résidence en Tchécoslovaquie, soit actuellement 610.000 francs métropolitains. Si les avoirs disponibles des intéressés n'atteignent pas ladite limite, il peuvent obtenir, à concurrence de ce montant, la levée du blocage monétaire interne.



Pour les ressortissants français qui ont quitté la Tchécoslovaquie avant le 25 janvier 1948, ces dispositions sont applicables à concurrence de 200.000 couronnes tchécoslovaques.

#### B — Billets de banque tchécoslovaques

Les personnes résidant dans la zone franc qui possèdent hors de Tchécoslovaquie des billets de banque tchécoslovaques ne peuvent en principe, disposer de ces billets dans les conditions prévues en ce qui concerne l'ensemble des avoirs liquides débloqués. Ces personnes pourront utilement, si ces billets sont détenus en France (1) se mettre en rapport avec un établissement financier de leur choix ayant la qualité d'intermédiaire agréé, qui pourra leur acheter leurs billets dans le cadre des dispositions de l'avis n° 173 (instruction n° 517), publié au Journal Officiel du 16 juillet 1951, page 642.

(1) par France, il faut entendre dans la présente instruction :

- la France métropolitaine ;
- les Départements de la France d'outre-mer
- les autres territoires d'outre-mer de la zone franc,

#### AVIS n° 203 de l'Office des Changes aux importateurs et aux exportateurs relatif aux relations financières avec le Brésil.

Le présent avis a pour objet de faire connaître aux importateurs et aux exportateurs de marchandises en provenance ou à destination du Brésil qu'il doit s'abstenir d'utiliser, dans leurs contrats avec leurs fournisseurs ou acheteurs dans ce pays, les monnaies de la zone franc autres que le franc métropolitain.

AVIS rectificatif à l'avis n° 191 de l'Office des Changes paru au J. O. Togo du 1<sup>er</sup> janvier 1952, page 59 :

	Achat	Vente
<i>Au lieu de :</i>		
Couronne Tchèque	6,95	7,50
<i>Lire :</i>		
Couronne Tchèque	6,95	7,05
Le reste sans changement.		

#### Avis d'enquête de commodo et incommodo

##### Installation d'une citerne à essence

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo d'un mois est ouverte.

Du 2 avril 1952 au 2 mai 1952 concernant l'installation d'une citerne à essence présentée par la U.A.C. le 21 janvier 1952 à Lomé Route d'Aného Titre Foncier T.T. 295.

Cette enquête est ouverte en application des articles 7 et 8 du titre 11 du décret du 14/12/27.

Nature de l'industrie : Vente d'essence

Classe : 1<sup>re</sup> classe

Date d'ouverture de l'enquête : 2 avril 1952

Durée de l'enquête : Un mois

Date de clôture : Le 2 mai 1952

Commissaire enquêteur : Monsieur Darnois Marc, Mairie de Lomé.

#### Installation d'un établissement cinématographique

Le public est informé qu'une enquête de commodo et incommodo d'un mois est ouverte.

Du 11 avril 1952 au 10 mai 1952 concernant l'installation d'un cinéma, présentée par la COMACICO le 26 mars 1952. Cette enquête est ouverte en application des articles 7 et 8 du Titre 11 du décret du 14 décembre 1927.

Emplacement : Avenue des Alliés

Nature de l'industrie : Cinéma

Date d'ouverture de l'enquête : Onze avril 1952

Durée de l'enquête : Un mois

Date de clôture de l'enquête : le dix mai 1952

Commissaire enquêteur : M. Darnois — Mairie de Lomé.

#### Concours

##### Rédacteurs stagiaires d'administration générale d'outre-mer

Par arrêté du 28 mars 1952, un concours pour le recrutement des rédacteurs stagiaires d'administration générale aura lieu en 1952. Les dates des épreuves sont fixées au mercredi 3, jeudi 4, vendredi 5 décembre 1952, de neuf heures à douze heures.

Les demandes des candidats, accompagnées des pièces énumérées à l'article 4 de l'arrêté du 2 juin 1949 devront parvenir au ministère de la France d'Outre-Mer, direction du personnel, 2<sup>e</sup> bureau, 2<sup>e</sup> section, avant le 31 juillet 1952.

La liste des candidats admis à concourir sera arrêtée par le ministre de la France d'Outre-Mer et publiée au Journal Officiel de la République Française.

Le nombre de places mises au concours est fixé à 100 (Cent).

#### Examen professionnel

##### Magistrature outre-mer

Par arrêté du ministre de la France d'Outre-Mer et du garde des sceaux, ministre de la Justice, en date du 1<sup>er</sup> avril 1952, la première session de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature d'outre-mer est fixée au 12 mai 1952.

Les candidats devront faire parvenir, au plus tard le 15 avril 1952, leurs demandes au ministère de la France d'Outre-Mer (services judiciaires), 27, rue Oudinot, à Paris, (7<sup>e</sup>).

Les conditions et le programme de cet examen sont ceux fixés par les articles 3 et suivants de l'arrêté du 25 janvier 1947 (publié au *Journal Officiel* du 7 février 1947, p. 1.267) ayant ouvert la première session de l'examen professionnel d'entrée dans la magistrature d'outre-mer pour l'année 1947.

## DOMAINES

### Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 2.190, déposée le 19 mars 1952 le sieur Emmanuel Ferdinand Kalefé, né à Assahoun en 1915 profession d'Acheteur des produits, demeurant et domicilié à Assahoun, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un triangle, d'une contenance totale de 1 a. 70 cas. situé à Assahoun, Cercle de Lomé et borné au nord et à l'ouest par un terrain domanial, au sud par Milton Sénayah et à l'est par une rue non dénommée conduisant à Kevé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.191, déposée le 19 mars 1952 le sieur Emmanuel Ferdinand Kalefé, né à Assahoun vers 1915 profession d'Acheteur des produits, demeurant et domicilié à Assahoun, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 41 a. 40 cas. situé à Assahoun, Cercle de Lomé et borné au nord par Anani, au sud par la route de Batoutomé, à l'est par la route Lomé-Palimé et à l'ouest par Robert Anthony.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 2.192, déposée le 19 mars 1952 le sieur Eugène Glé, né à Agou-Tomégbé le 27 mars 1902 profession de Cultivateur-Planteur, demeurant et domicilié à Agou-Tomégbé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, demande l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers en partie, et de cultures vivrières, d'une contenance totale de 1 h. 40 a. 06 cas. situé à Tové-Ahoundjo, Cercle de Kloto, connu sous le nom de Klavé et borné au nord par Ernest Abolsi et Baldwin Saba, à l'est par Doh Ahoun, au sud par Kossi Segbe et à l'ouest par Nutsugan Ludwig.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la Propriété foncière p.i.,  
F. de Guise

## Nécrologie

Le Gouverneur de la France d'Outre-Mer, Commissaire de la République Française au Togo a le regret de faire part du décès de M. Combes Emile, Contrôleur des Eaux et Forêts survenu à l'hôpital militaire de Marseille le 25 mars 1952.

### ETUDE DE M<sup>r</sup> RAYMOND VIALE-AVOCAT-DÉFENSEUR A LOMÉ

#### Vente sur saisie immobilière

Il sera procédé le vendredi vingt juin mil neuf cent cinquante-deux à huit heures du matin, en l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de Lomé, séant en ladite Ville, Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur d'un

#### IMMEUBLE URBAIN BATI

sis à Lomé, quartier Kodjoviakopé, immatriculé au au livre Foncier du Territoire du Togo, sous le Numéro Cinq Cent Dix, Volume III, Folio 108, consistant en un terrain urbain bâti, en forme de triangle, d'une surface de Quatorze Ares Soixante-Douze Centiares (14 a 72 cas), confrontant au Nord un terrain appartenant à M. Henri M. de Souza, au Sud l'Avenue Aristide Briand; à l'Est Félicio de Souza et à l'Ouest Henri M. de Souza.

Cet immeuble a été saisi à la requête de la société C.F. Fabre et Compagnie, société anonyme, ayant son siège social à Marseille, 93, Rue Paradis, et un principal établissement à Lomé (Togo), où elle est représentée par Monsieur Paul Torres, son Agent fon-

dé de Pouvoirs pour le Togo, demeurant et domicilié à Lomé, ayant pour Avocat-Défenseur, Maître Raymond Viale, en l'étude duquel domicile est élu.

Sur le sieur Alphonse Mensah, Commerçant demeurant à Lomé, en vertu :

1<sup>o</sup>) D'une ordonnance mise à pied de requête rendue le huit avril 1952 par M. le Président du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, enregistrée, autorisant la requérante à faire procéder, à la saisie de l'immeuble appartenant au sieur Alphonse Mensah, objet du Titre Foncier n° 510 du Territoire du Togo, sis à Lomé, Kodjoviakopé;

2<sup>o</sup>) De la grosse en forme exécutoire d'un jugement en date du 25 mai 1951, rendu par le Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé, enregistré à Lomé le 5 juin 1951, Folio 29, n° 522, entre la société C.F. Fabre d'une part, et M. Alphonse Mensah et Mme Cathérine Aboli Mensah, d'autre part;

3<sup>o</sup>) D'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 5 avril 1952 enregistré à Lomé le Neuf avril 1952, Fo 75, N° 274;

4<sup>o</sup>) D'un commandement valant saisie-réelle en date du huit avril 1952, visé le même jour par Monsieur d'Administrateur de la F.O.M. Administrateur-Maire de Lomé, et le 9 avril 1952 par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription.

L'Adjudication aura lieu sur la mise à prix de : Cent Mille francs. (Frs. 100.000) fixée par la créancière poursuivante.

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation d'acheter prévue par la loi.

Fait et rédigé par l'Avocat-Défenseur soussigné.

R. VIALE.

Pour tous renseignements s'adresser à M<sup>r</sup> Raymond VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé et au Greffe du Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance de Lomé où le cahier des charges a été déposé.